

CORPORATION FINANCIÈRE POWER

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES DE 2012

Aux porteurs d'actions ordinaires,

AVIS EST DONNÉ PAR LES PRÉSENTES que l'assemblée annuelle des actionnaires de la CORPORATION FINANCIÈRE POWER sera tenue à l'hôtel InterContinental, 360, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal (Québec) Canada, le lundi 14 mai 2012, à 11 h, heure locale, aux fins suivantes :

- [1] élire les administrateurs;
- [2] nommer les auditeurs;
- [3] recevoir les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, ainsi que le rapport des auditeurs y afférent; et
- [4] traiter toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée.

PAR ORDRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,
le premier vice-président, avocat-conseil et secrétaire,

Edward Johnson
Montréal (Québec)
Le 14 mars 2012

SI VOUS NE PRÉVOYEZ PAS ASSISTER À L'ASSEMBLÉE, VEUILLEZ REMPLIR, DATER ET SIGNER
LA PROCURATION CI-JOINTE ET LA RETOURNER DANS L'ENVELOPPE-RÉPONSE QUI L'ACCOMPAGNE.

If you prefer to receive an English copy,
please write to the Secretary,
Power Financial Corporation
751 Victoria Square
Montréal, Québec
Canada H2Y 2J3

CIRCULAIRE DE SOLLICITATION DE PROCURATIONS DE LA DIRECTION

La présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction est envoyée relativement à la sollicitation, par la direction de la Corporation Financière Power (la « Financière Power », « CFP » ou la « Société »), de procurations devant servir à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société qui se tiendra le lundi 14 mai 2012 (l'« assemblée »), ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement. La sollicitation se fera principalement par la poste, mais les employés de la Société pourront également solliciter des procurations par écrit ou par téléphone, à un coût nominal. La Société pourrait aussi décider de retenir les services d'un tiers qui sollicitera des procurations pour le compte de la direction en vue de l'assemblée. Les frais de sollicitation seront à la charge de la Société.

Les abréviations suivantes sont utilisées tout au long de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction :

DÉNOMINATION SOCIALE	ABRÉVIATION
Power Corporation du Canada	Power
Great-West Lifeco Inc.	Lifeco
Société financière IGM Inc.	IGM
Pargesa Holding SA	Pargesa
La Compagnie d'Assurance du Canada sur la vie	Canada-Vie
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	Great-West
London Life, Compagnie d'Assurance-Vie	London Life
Bourse de Toronto	TSX
Autorités canadiennes en valeurs mobilières	ACVM
Circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power relative à l'assemblée du 15 mai 2012	Circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power

ACTIONS COMPORTANT DROIT DE VOTE ET PORTEURS PRINCIPAUX

Le 14 mars 2012, 708 173 680 actions ordinaires de la Société (les « actions ordinaires ») sont en circulation. À l'assemblée, ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, chaque porteur d'actions ordinaires dispose d'une voix par action immatriculée à son nom à la fermeture des bureaux le 20 mars 2012 (la « date de clôture des registres »). Le 13 décembre 2012 est la date finale avant laquelle la Société doit recevoir les propositions des actionnaires qui souhaiteraient soulever une question à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société qui aura lieu en 2013.

À la connaissance des administrateurs et des dirigeants de la Société, en date du 14 mars 2012, l'honorable Paul Desmarais, membre du conseil de la Société, exerce, directement et par l'entremise de sociétés de portefeuille, une emprise sur un nombre total de 467 839 296 actions ordinaires, représentant 66,06 % des actions en circulation de cette catégorie. À la connaissance des administrateurs et des dirigeants de la Société, aucune autre personne physique ou morale n'est propriétaire véritable de plus de 10 % des actions d'une catégorie d'actions comportant droit de vote de la Société ni n'exerce une emprise sur une telle proportion de ces actions, directement ou indirectement.

PROCURATIONS — ACTIONNAIRES INSCRITS

L'actionnaire est un actionnaire inscrit si, à la date de clôture des registres, il figure sur la liste des actionnaires tenue par Services aux investisseurs Computershare inc. (« Computershare »), agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres de la Société à l'égard des actions ordinaires, auquel cas un certificat d'actions lui aura été émis, indiquant son nom et le nombre d'actions ordinaires dont il est propriétaire. Les porteurs inscrits d'actions ordinaires recevront de Computershare, avec la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction, une procuration représentant les actions ordinaires qu'ils détiennent.

NOMINATION DU FONDÉ DE POUVOIR

Les procurations des actionnaires inscrits ne seront valides que si elles parviennent à Computershare, 100, University Avenue, 9^e étage, Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1 (ou si elles sont déposées auprès de Computershare, 100, University Avenue, 9^e étage, Toronto (Ontario) Canada) au plus tard à 17 h le jour ouvrable précédant le jour de l'assemblée.

RÉVOCATION DES PROCURATIONS

L'actionnaire inscrit qui a donné une procuration peut la révoquer en déposant un document portant sa signature ou celle de son mandataire autorisé par écrit ou, si l'actionnaire inscrit est une société par actions, la signature d'un dirigeant ou d'un mandataire dûment autorisé, au siège social de la Société, situé au 751, square Victoria, Montréal (Québec) Canada, au plus tard le jour ouvrable précédant le jour de l'assemblée, ou de toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, à laquelle la procuration doit être utilisée ou auprès du président de l'assemblée le jour de l'assemblée, ou de toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, ou en procédant de toute autre manière permise par la loi, pour autant que ce soit avant que la procuration ne soit utilisée à l'égard de quelque question que ce soit.

PROCURATIONS — ACTIONNAIRES NON INSCRITS

L'actionnaire est un actionnaire non inscrit (ou véritable) si [i] un intermédiaire (comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières, un fiduciaire ou un administrateur de REER, de FERR, de REEE ou de régimes similaires) ou [ii] un organisme de compensation (comme Services de dépôt et de compensation CDS inc.) dont l'intermédiaire est un adhérent détient ses actions ordinaires pour son compte (dans chaque cas, un « intermédiaire »).

NOMINATION DU FONDÉ DE POUVOIR

Conformément au *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti* des ACVM, la Société remet les documents relatifs à l'assemblée aux intermédiaires pour que ceux-ci les remettent aux actionnaires non inscrits. Ces intermédiaires doivent envoyer ces documents à chaque actionnaire non inscrit (à moins que celui-ci n'ait renoncé à son droit de les recevoir) afin de permettre à celui-ci de donner des instructions de vote quant aux actions ordinaires que l'intermédiaire détient pour son compte. Les intermédiaires ont souvent recours à une société de services (comme Broadridge Investor Communication Solutions, au Canada) pour ce faire. Les actionnaires non inscrits doivent suivre à la lettre les instructions données dans le formulaire d'instructions de vote ou la procuration qu'ils reçoivent de l'intermédiaire afin de s'assurer que les droits de vote rattachés aux actions ordinaires détenues par cet intermédiaire seront exercés. Les actionnaires non inscrits de la Société doivent donner leurs instructions de vote aux intermédiaires dans un délai suffisant pour s'assurer que la Société les reçoive de ces derniers.

Étant donné que, de manière générale, la Financière Power n'a pas accès au nom de ses actionnaires non inscrits, ceux d'entre eux qui souhaitent assister à l'assemblée et y voter doivent inscrire leur propre nom dans l'espace en blanc prévu dans le formulaire d'instructions de vote ou la procuration afin de se nommer eux-mêmes à titre de fondés de pouvoir et renvoyer ce formulaire ou cette procuration à leur intermédiaire en suivant les instructions de ce dernier.

RÉVOCATION DES PROCURATIONS

L'actionnaire non inscrit qui a donné une procuration peut la révoquer en communiquant avec son intermédiaire et en se conformant aux exigences applicables de celui-ci. L'intermédiaire pourrait ne pas être en mesure de révoquer une procuration si l'avis de révocation ne lui parvient pas à temps.

ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration de la Société (parfois appelé le « conseil » dans les présentes) peut compter au moins trois et au plus 20 membres, selon ce qu'il établit. Ce nombre est fixé à 20 jusqu'à l'assemblée, après quoi le conseil a décidé de le fixer à 13 selon la recommandation du comité de gouvernance et des mises en candidatures, comme il est décrit à la rubrique « Énoncé des pratiques en matière de gouvernance – Mise en candidature et évaluation des administrateurs » ci-après. Les 13 personnes nommées ci-dessous seront proposées à l'assemblée comme candidats à l'élection au conseil de la Société. Sauf s'ils n'en ont pas reçu le pouvoir, les fondés de pouvoir nommés dans la procuration ci-jointe exerceront les droits de vote rattachés aux actions qu'ils représentent pour l'élection des personnes nommées ci-dessous. La direction de la Société ne prévoit pas que l'un ou l'autre des candidats nommés ci-dessous refuse de remplir la fonction d'administrateur ou soit incapable de le faire; toutefois, si cela se produit avant l'élection, les fondés de pouvoir nommés dans la procuration ci-jointe se réservent le droit de voter, à leur discrétion, pour une autre personne de leur choix. Conformément aux politiques adoptées par le conseil, les actionnaires ont la possibilité de voter pour chaque candidat à l'élection au conseil d'administration de la Société ou de ne pas se prononcer.

La *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et les lois sur les valeurs mobilières applicables exigent que la Société ait un comité d'audit. Le conseil d'administration nomme également un comité exécutif, un comité de rémunération, un comité des opérations entre personnes reliées et de révision et un comité de gouvernance et des mises en candidature, comme il est décrit plus amplement ci-après à la rubrique « Énoncé des pratiques en matière de gouvernance » de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction.

Le mandat de chacun des administrateurs actuellement en fonction se termine à la clôture de l'assemblée. Chaque administrateur élu à l'assemblée demeurera en fonction jusqu'à la clôture de l'assemblée annuelle suivante des actionnaires, à moins qu'il ne démissionne ou que son poste ne devienne vacant auparavant pour quelque raison que ce soit.

CANDIDATS À L'ÉLECTION AU CONSEIL

Les tableaux suivants présentent le nom des candidats à l'élection au conseil, leur lieu de résidence, leurs antécédents professionnels et le nombre de titres comportant droit de vote et d'unités d'actions différées de la Société et des membres de son groupe dont ils sont propriétaires véritables ou sur lesquels ils exercent une emprise, directement ou indirectement.

L'information présentée ci-dessous indique aussi, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, le nombre de réunions tenues par le conseil d'administration et ses comités ainsi que le relevé des présences des 13 administrateurs qui sont candidats à l'élection à l'assemblée. Les actionnaires devraient tenir compte du fait que les administrateurs servent d'une façon appréciable les intérêts de la Société hors du cadre des réunions du conseil et de ses comités, ce dont le relevé des présences ne fait pas état.

<p>MARC A. BIBEAU QUÉBEC, CANADA</p> <p>M. Bibeau est président et chef de la direction, depuis 1996, de Les Centres d'Achat Beauward ltée, société fermée qui aménage, loue et exploite des biens immobiliers. Auparavant, il a occupé un certain nombre d'autres postes au sein de cette société. Il siège au conseil d'IGM, du Groupe Investors Inc. et de Mackenzie Inc. Il a siégé au conseil de Lifeco, de la Great-West, de la London Life, de la Corporation Financière Canada-Vie, de la Canada-Vie et de Crown, compagnie d'assurance-vie jusqu'en mai 2009. Il est membre du conseil de Tennis Canada.</p>				
ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Mai 2009	7 sur 7	Comité d'audit	5 sur 5	12 748 unités d'actions différées de la Société 2 325 unités d'actions différées de Lifeco 7 211 unités d'actions différées d'IGM

<p>ANDRÉ DESMARAIS, o.c., o.q. QUÉBEC, CANADA</p> <p>M. Desmarais est co-président du conseil de la Société et l'un des présidents délégués du conseil, président et co-chef de la direction de Power. Avant de se joindre à Power en 1983, il était adjoint spécial au ministre de la Justice du Canada et conseiller en placements institutionnels chez Richardson Greenshields Securities Ltd. Il a occupé plusieurs postes de haute direction au sein des sociétés du groupe Power et a été nommé président et co-chef de la direction de Power en 1996. Il siège au conseil de plusieurs sociétés du groupe de la Financière Power en Amérique du Nord, y compris Lifeco, la Great-West, Great-West Life & Annuity Insurance Company, la London Life, la Corporation Financière Canada-Vie, la Canada-Vie, Crown, compagnie d'assurance-vie, Putnam Investments, LLC, IGM, le Groupe Investors Inc. et Mackenzie Inc. Il siège au conseil de Power, de Pargesa, en Europe, et de CITIC Pacific Limited, en Asie (société dans laquelle Power détient une participation minoritaire). Il a été l'un des administrateurs de BELLUS Santé inc. jusqu'en 2009. M. Desmarais est président honoraire du Conseil commercial Canada-Chine et membre de plusieurs organismes établis en Chine. M. Desmarais œuvre au sein de plusieurs organismes à but non lucratif de Montréal, notamment dans les domaines de la culture et de la santé. M. Desmarais a été nommé Officier de l'Ordre du Canada en 2003 et Officier de l'Ordre national du Québec en 2009. Il est titulaire d'un doctorat <i>honoris causa</i> de l'Université Concordia et de l'Université de Montréal.</p>				
ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Mai 1988	7 sur 7	Comité exécutif	s.o. ^[3]	43 200 actions ordinaires de la Société 1 046 994 actions comportant des droits de vote limités de Power 700 000 actions ordinaires de Lifeco 43 736 unités d'actions différées de la Société 46 213 unités d'actions différées de Power 85 405 unités d'actions différées de Lifeco 31 671 unités d'actions différées d'IGM
		Comité de gouvernance et des mises en candidature	1 sur 1	

L'HONORABLE PAUL DESMARAIS, c.p., c.c., o.q.

QUÉBEC, CANADA

M. Desmarais est président du comité exécutif de Power. Il a pris le contrôle de Power en 1968. Il est président du conseil et administrateur délégué de Pargesa et siège au conseil de Power et de Groupe Bruxelles Lambert. Il est membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada, Compagnon de l'Ordre du Canada, Officier de l'Ordre national du Québec, Grand' Croix de l'Ordre national de la Légion d'honneur (France) et Commandeur de l'Ordre de Léopold II (Belgique).

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Février 1966	3 sur 7	Comité exécutif	s.o. ^[3]	467 839 296 actions ordinaires de la Société ^[4] 63 825 142 actions comportant des droits de vote limités de Power ^[5] 48 603 392 actions privilégiées participantes de Power ^[6]
		Comité de gouvernance et des mises en candidature	0 sur 1	686 032 770 actions ordinaires de Lifeco ^[7] 157 132 080 actions ordinaires d'IGM ^[7] 16 526 unités d'actions différées de la Société 34 887 unités d'actions différées de Power

PAUL DESMARAIS, jr, o.c., o.q.

QUÉBEC, CANADA

M. Desmarais est co-président du conseil de la Société et président du conseil et co-chef de la direction de Power. Avant de se joindre à Power en 1981, il a travaillé chez S.G. Warburg & Co. à Londres, en Angleterre, et chez Standard Brands Incorporated à New York. Il a été président du conseil de la Société de 1990 à 2005, vice-président du conseil de 1989 à 1990 et président et chef de l'exploitation de 1986 à 1989. Il a été nommé à son poste actuel au sein de Power en 1996. Il siège au conseil de plusieurs sociétés du groupe de la Financière Power en Amérique du Nord, y compris Lifeco, la Great-West, Great-West Life & Annuity Insurance Company, la London Life, la Corporation Financière Canada-Vie, la Canada-Vie, Crown, compagnie d'assurance-vie, Putnam Investments, LLC, IGM, le Groupe Investors Inc. et Mackenzie Inc. Il est membre du conseil de Power, vice-président du conseil et administrateur délégué de Pargesa, membre et vice-président du conseil de Groupe Bruxelles Lambert et membre du conseil de GDF Suez, de Total SA et de Lafarge SA. Il a été membre et vice-président du conseil d'Imerys jusqu'en 2008. M. Desmarais est membre du conseil international et administrateur de l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD), président du bureau des gouverneurs du Forum économique international des Amériques, fondateur et membre du conseil consultatif international de l'École des hautes études commerciales de Montréal, l'un des fiduciaires et co-président du conseil consultatif international de la Brookings Institution (Washington) et fondateur et membre du conseil consultatif international de la Faculté d'administration de l'Université McGill à Montréal. Il participe à des activités caritatives et communautaires à Montréal. M. Desmarais a été nommé Officier de l'Ordre du Canada en 2005 et Officier de l'Ordre national du Québec en 2009. Il est titulaire d'un doctorat *honoris causa* de l'Université Laval et de l'Université de Montréal.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Avril 1983	6 sur 7	Comité exécutif	s.o. ^[3]	62 631 actions comportant des droits de vote limités de Power
		Comité de gouvernance et des mises en candidature	1 sur 1	100 000 actions ordinaires de Lifeco 30 100 unités d'actions différées de la Société 31 532 unités d'actions différées de Power 16 500 unités d'actions différées de Lifeco 15 822 unités d'actions différées d'IGM

GÉRALD FRÈRE

HAINAUT, BELGIQUE

M. Frère est administrateur délégué de Frère-Bourgeois S.A., groupe financier établi en Belgique. Il est président du conseil de la Compagnie Nationale à Portefeuille S.A. et l'un des administrateurs d'ERBE, de Pargesa, d'Electrabel S.A. et de Pernod Ricard. De 1993 à décembre 2011, il a été administrateur délégué de Groupe Bruxelles Lambert et, le 1^{er} janvier 2012, il en est devenu président du conseil. Il est également Régent de la Banque Nationale de Belgique.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Mai 1990	5 sur 7*	Comité de rémunération	3 sur 3	31 074 unités d'actions différées de la Société
		Comité des opérations entre personnes reliées et de révision	3 sur 3	

* M. Frère est un résident belge et participe à la surveillance des sociétés européennes dans lesquelles la Société détient une participation.

ANTHONY R. GRAHAM, LL.D.

ONTARIO, CANADA

M. Graham est président et l'un des administrateurs de Wittington Investments, Limited, société de gestion de placements et société de portefeuille principale du groupe Weston-Loblaw. Avant de se joindre à Wittington Investments, Limited, il a occupé des postes de direction au Canada et au Royaume-Uni au sein de la Financière Banque Nationale Inc. (auparavant Lévesque Beaubien Geoffrion Inc.), maison de courtage de Montréal. M. Graham est membre et président du conseil de la Banque le Choix du Président. Il siège au conseil de Power, ainsi qu'à celui de George Weston limitée, de Les Compagnies Loblaw limitée, de Graymont Limited, de Brown Thomas Group Limited, de De Bijenkorf B.V., de Holt Renfrew & Co., Limitée et de Selfridges & Co. Ltd. M. Graham préside le conseil de la Fondation des arts de l'Ontario et de la Fondation Theatre Endowment du Festival Shaw. Il est l'un des administrateurs du Musée des beaux-arts de l'Ontario, de l'Institut canadien de recherches avancées, de l'hôpital St. Michael, de Luminato et de la Fondation du Sentier transcanadien. Il est titulaire d'un doctorat honorifique en droit de l'Université Brock depuis juin 2007.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Mai 2001	5 sur 7	Comité de gouvernance et des mises en candidature	1 sur 1	25 000 actions ordinaires de la Société 25 000 actions comportant des droits de vote limités de Power 27 704 unités d'actions différées de la Société 32 914 unités d'actions différées de Power

ROBERT GRATTON

QUÉBEC, CANADA

M. Gratton est l'un des présidents délégués du conseil de Power depuis mai 2008. Auparavant, il a occupé plusieurs postes au sein de la Société, soit celui de président de 1989 à mai 2005, de chef de la direction de mai 1990 à mai 2005 et de président du conseil de mai 2005 à 2008. Il siège également au conseil de Power. Il a été président du conseil et président du comité de direction de Lifeco, de la Great-West, de Great-West Life & Annuity Insurance Company, de la Canada-Vie, de la Corporation Financière Canada-Vie, du Groupe d'assurances London Inc. et de la London Life jusqu'en mai 2008 et l'un des administrateurs jusqu'en octobre 2008. Chez IGM, il a été président du comité de direction de 1990 à 2005, président du conseil de 1993 à mai 2008 et l'un des administrateurs jusqu'en octobre 2008. Au sein du Groupe Investors Inc., il a été président du comité de direction de 2004 à 2005, président du conseil de 2004 à mai 2008 et l'un des administrateurs jusqu'en octobre 2008. Chez Mackenzie Inc., il a été président du comité de direction de 2002 à 2005, président du conseil de 2002 à mai 2008 et l'un des administrateurs jusqu'en octobre 2008. Il a siégé au conseil de Pargesa de mai 1992 à mai 2010. Avant de se joindre à la Société, il est entré au service de Crédit Foncier Franco-Canadien en 1971, en est devenu chef de l'exploitation en 1975, puis président et chef de la direction en 1979. De 1982 à 1989, il a été président du conseil, président et chef de la direction de la Compagnie Montréal Trust. M. Gratton est membre du Canadian Advisory Board de la Harvard Business School. Il a été membre du Conference Board du Canada, du Conference Board, Inc., de l'Institut C.D. Howe et de la Commission trilatérale et membre du conseil de bon nombre d'autres sociétés, organismes communautaires et fondations.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Décembre 1986	6 sur 7	s.o.	s.o.	9 545 905 actions ordinaires de la Société 37 000 actions comportant des droits de vote limités de Power 649 700 actions ordinaires de Lifeco 75 000 actions ordinaires d'IGM 22 740 unités d'actions différées de la Société 22 497 unités d'actions différées de Power 104 939 unités d'actions différées de Lifeco 57 702 unités d'actions différées d'IGM

V. PETER HARDER, LL.D.^[8]

ONTARIO, CANADA

M. Harder est conseiller principal en matière de politiques gouvernementales chez Fraser Milner Casgrain s.e.n.c.r.l., cabinet d'avocats, et président du Conseil commercial Canada-Chine, association qui vise à faciliter et à promouvoir les échanges et les investissements entre le Canada et la Chine. Il a été sous-ministre des Affaires étrangères de 2003 à 2007. Auparavant, il a été sous-ministre au sein d'un certain nombre d'autres ministères du gouvernement du Canada, y compris le Conseil du Trésor, le ministère du Solliciteur général, Citoyenneté et Immigration et Industrie Canada. Il siège au conseil d'IGM, du Groupe Investors Inc. et de Mackenzie Inc., ainsi qu'à celui de TimberWest Forest Corp., de Telesat Canada, d'Energizer Resources Inc., de Northland Power Inc. et de Pinetree Capital Limited. M. Harder est membre de la Fondation de l'Église Unie et siège au conseil de Génome Canada et de la Fondation canadienne des Jeux du Commonwealth. Il préside le comité de gouvernance et d'éthique du Centre national des Arts et le conseil consultatif des Services nationaux de police. En 2000, il s'est vu décerner le Prix du Premier ministre pour services insignes en reconnaissance du leadership dont il a fait preuve au sein de la fonction publique et, en 2002, la Médaille du jubilé de la reine Elizabeth II. En 2007, le président Uribe de la Colombie a accordé à M. Harder le titre de Grand Maître de l'Ordre de Saint-Charles en reconnaissance de son apport à l'avancement des relations entre le Canada et la Colombie. Il a été représentant personnel du Premier ministre à trois sommets du G8 (Sea Island, Gleneagles et Saint-Petersbourg). Il est titulaire d'un doctorat honorifique en droit de l'Université de Waterloo depuis 2007.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Mai 2009	7 sur 7	Comité de rémunération	3 sur 3	13 979 unités d'actions différées de la Société 3 966 unités d'actions différées de Lifeco 6 589 unités d'actions différées d'IGM
		Comité des opérations entre personnes reliées et de révision	3 sur 3	

R. JEFFREY ORR

QUÉBEC, CANADA

M. Orr est président et chef de la direction de la Société depuis mai 2005. De mai 2001 à mai 2005, il a été président et chef de la direction d'IGM. Avant de se joindre à cette dernière, il était président du conseil et chef de la direction de BMO Nesbitt Burns Inc. et vice-président du conseil, Groupe des services bancaires d'investissement de la Banque de Montréal. M. Orr travaillait au sein de BMO Nesbitt Burns Inc. et des sociétés qui l'ont précédée depuis 1981. Il siège au conseil de Power, est membre du conseil et président du comité de direction, du comité de rémunération et du comité de gouvernance et des mises en candidature de Lifeco, de la Great-West, de Great-West Life & Annuity Insurance Company, de la London Life, de la Corporation Financière Canada-Vie, de la Canada-Vie, de La Compagnie d'Assurance Canada-Vie du Canada et de Crown, compagnie d'assurance-vie, ainsi que membre du conseil et président du comité de direction du Groupe d'assurances London Inc. Il est membre et président du conseil, du comité de direction et du comité de rémunération de Putnam Investments, LLC, de même que membre du conseil de Canada Life Capital Corporation. Il est membre et président du conseil ainsi que président du comité de direction, du comité des stratégies de placement, du comité de rémunération et du comité de gouvernance et des candidatures d'IGM et du Groupe Investors Inc., de même que membre et président du conseil et président du comité de direction, du comité de rémunération et du comité de gouvernance et des candidatures de Mackenzie Inc. M. Orr œuvre au sein d'un certain nombre d'organismes communautaires et d'affaires.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Mai 2005	7 sur 7	Comité exécutif	s.o. ^[3]	400 400 actions ordinaires de la Société 20 000 actions comportant des droits de vote limités de Power 20 000 actions ordinaires de Lifeco 120 100 actions ordinaires d'IGM 25 908 unités d'actions différées de la Société 26 264 unités d'actions différées de Power 72 890 unités d'actions différées de Lifeco 34 737 unités d'actions différées d'IGM

LOUISE ROY, o.q.

QUÉBEC, CANADA

Mme Roy est Fellow invitée au CIRANO, le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, depuis 2003. Elle est présidente du Conseil des arts de Montréal depuis 2006. Elle est consultante et administratrice de sociétés. Elle siège au conseil d'Intact Corporation financière, de Montréal International et de l'Université de Montréal, où elle est chancelière et présidente du conseil depuis 2007. Au cours de sa carrière, elle a siégé au conseil de Provigo inc. jusqu'en 1992, de la Banque Laurentienne du Canada jusqu'en 1993, de Vidéotron Ltée jusqu'en 1997 et de Domtar Corporation jusqu'en 2007. Elle a été présidente-directrice générale de la Société de transport de la communauté urbaine de Montréal jusqu'en 1992, vice-présidente exécutive d'Air France jusqu'en 1997, présidente et chef de la direction de Télémedia Communications Inc. jusqu'en 2000 et vice-présidente exécutive de l'Association du transport aérien international jusqu'en 2003. Elle a participé à plusieurs campagnes de financement, y compris pour l'Université de Montréal et plusieurs autres organismes culturels. Mme Roy a été nommée Officier de l'Ordre national du Québec en 2009.

ADMINISTRATRICE DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATRICE			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES ELLE A ASSISTÉ	COMITÉS	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES ELLE A ASSISTÉ	
Mai 2010	7 sur 7	s.o.	s.o.	7 212 unités d'actions différées de la Société

RAYMOND ROYER, O.C., O.Q., FCA

QUÉBEC, CANADA

M. Royer est administrateur de sociétés. Il a été, de 1996 à 2008, président et chef de la direction de Domtar Corporation, société du secteur des pâtes et papiers située à Montréal. Auparavant, il était président et chef de l'exploitation de Bombardier Inc. M. Royer siège au conseil de plusieurs sociétés du groupe de la Financière Power en Amérique du Nord, y compris Lifeco, la Great-West, Great-West Life & Annuity Insurance Company, la London Life, la Corporation Financière Canada-Vie, la Canada-Vie, Crown, compagnie d'assurance-vie et Putnam Investments, LLC. Il a siégé au conseil de Shell Canada Limitée et de Domtar Corporation jusqu'en 2007 et en 2009, respectivement. Il est membre du conseil consultatif international de l'École des hautes études commerciales de Montréal. M. Royer est Officier de l'Ordre du Canada et de l'Ordre national du Québec.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Décembre 1986	7 sur 7	Comité d'audit	5 sur 5	174 000 actions ordinaires de la Société 15 000 actions ordinaires de Lifeco 64 092 unités d'actions différées de la Société 17 893 unités d'actions différées de Lifeco
		Comité de rémunération	3 sur 3	
		Comité exécutif	s.o. ^[3]	
		Comité de gouvernance et des mises en candidature	1 sur 1	
		Comité des opérations entre personnes reliées et de révision	3 sur 3	

T. TIMOTHY RYAN, jr

NEW YORK, ÉTATS-UNIS

M. Ryan est président et chef de la direction de la Securities Industry and Financial Markets Association («SIFMA»), association commerciale de premier plan qui représente 680 participants aux marchés des capitaux mondiaux. Avant de se joindre à SIFMA, il était vice-président du conseil, Institutions financières et gouvernements auprès de J.P. Morgan, où il faisait partie de la haute direction. Il siège au conseil de Power et de plusieurs sociétés du groupe de la Financière Power, y compris Lifeco, la Great-West, Great-West Life & Annuity Insurance Company, la London Life, la Corporation Financière Canada-Vie, la Canada-Vie, Crown, compagnie d'assurance-vie et Putnam Investments, LLC. Il est membre du conseil et des comités de rémunération, d'audit et de gestion des risques de Lloyds Banking Group plc. M. Ryan siège au conseil de la United States-Japan Foundation. Il est membre de la section du secteur privé du comité consultatif sur les marchés mondiaux du National Intelligence Council.

ADMINISTRATEUR DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATEUR			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	COMITÉS	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES IL A ASSISTÉ	
Mai 2011	4 sur 4*	s.o.	s.o.	3 165 unités d'actions différées de la Société 3 695 unités d'actions différées de Power 20 442 unités d'actions différées de Lifeco

* M. Ryan a été élu au conseil le 12 mai 2011.

EMŐKE J.E. SZATHMÁRY, C.M., O.M., PH.D., MSRC
 MANITOBA, CANADA

Mme Szathmáry est présidente émérite de l'Université du Manitoba depuis juillet 2008 et professeur au sein de la faculté d'anthropologie et de la faculté de biochimie et de médecine génétique. De 1996 à 2008, elle a été rectrice et vice-chancelière de l'Université du Manitoba. Elle était auparavant doyenne et vice-rectrice à l'enseignement de l'Université McMaster à Hamilton et, antérieurement, doyenne de la faculté des sciences sociales de l'Université Western Ontario (actuellement l'Université Western) à London. Elle siège au conseil de plusieurs sociétés du groupe de la Financière Power en Amérique du Nord, y compris Lifeco, la Great-West, la London Life, la Corporation Financière Canada-Vie, la Canada-Vie et Crown, compagnie d'assurance-vie. Elle siège également au conseil de Power ainsi qu'au conseil de l'Institut international du développement durable et de plusieurs organismes à but non lucratif voués à l'éducation, à la recherche et à la philanthropie, à l'échelle provinciale et nationale. Elle a reçu le prix du lieutenant-gouverneur pour l'excellence en administration publique au Manitoba et est titulaire de cinq doctorats honorifiques. Mme Szathmáry est membre de la Société royale du Canada, de l'Ordre du Canada et de l'Ordre du Manitoba.

ADMINISTRATRICE DEPUIS	RELEVÉ DES PRÉSENCES DE L'ADMINISTRATRICE			NOMBRE DE TITRES COMPORTANT DROIT DE VOTE DE CHAQUE CATÉGORIE DE LA SOCIÉTÉ ET DES MEMBRES DE SON GROUPE DÉTENUS EN PROPRIÉTÉ VÉRITABLE OU FAISANT L'OBJET D'UNE EMPRISE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, EN DATE DU 14 MARS 2012 ET NOMBRE D'UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES DÉTENUES AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]
	RÉUNIONS DU CONSEIL AUXQUELLES ELLE A ASSISTÉ	COMITÉS ^[2]	RÉUNIONS DES COMITÉS AUXQUELLES ELLE A ASSISTÉ	
Mai 1999	7 sur 7	Comité d'audit	5 sur 5	3 000 actions ordinaires de la Société 21 029 unités d'actions différées de la Société 25 768 unités d'actions différées de Power 18 506 unités d'actions différées de Lifeco

- [1] Les membres du conseil d'administration reçoivent la totalité ou une partie de leur provision annuelle et de leurs jetons de présence sous forme d'unités d'actions différées ou d'actions ordinaires. La valeur d'une unité d'action différée de la Société correspond à la valeur d'une action ordinaire au moment pertinent. Voir « Rémunération des administrateurs ».
- [2] L'administrateur siège actuellement à chaque comité indiqué.
- [3] Le comité exécutif ne s'est pas réuni au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
- [4] Ces actions sont détenues en propriété véritable par des personnes avec lesquelles M. Desmarais a des liens ou des membres de son groupe ou sont soumises à l'emprise de ceux-ci, directement ou indirectement. Les titres détenus par 171263 Canada Inc. constituent au moins 10% des droits de vote rattachés à tous les titres comportant droit de vote de la Société et Power est propriétaire de la totalité des actions en circulation de 171263 Canada Inc. et est contrôlée par M. Desmarais.
- [5] Des actions comportant des droits de vote limités de Power au nombre de 62 263 392 sont détenues en propriété véritable par des personnes avec lesquelles M. Desmarais a des liens ou des membres de son groupe ou sont soumises à l'emprise de ceux-ci, directement ou indirectement.
- [6] Ces actions sont détenues en propriété véritable par des personnes avec lesquelles M. Desmarais a des liens ou des membres de son groupe ou sont soumises à l'emprise de ceux-ci, directement ou indirectement. Les titres détenus par Gelco Enterprises Ltd., contrôlée par M. Desmarais, constituent au moins 10% des droits de vote rattachés à tous les titres comportant droit de vote de Power.
- [7] Ces actions sont détenues en propriété directement ou par l'entremise de filiales de la Société.
- [8] M. Harder a siégé au conseil d'ARISE Technologies Corporation jusqu'au 24 juin 2011, soit environ six mois avant la date à laquelle celle-ci a déposé un avis d'intention de présenter une proposition en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (Canada).

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Dans le cadre du processus d'établissement de la rémunération des administrateurs, le comité de rémunération examine les pratiques des concurrents avec l'aide de consultants en rémunération externes (voir « Analyse de la rémunération – Consultant en rémunération »).

Le comité de rémunération examine les données relatives à un groupe de comparaison canadien qui sert aussi à comparer la rémunération des titulaires de postes de direction (voir la liste des sociétés qui composent le groupe de comparaison canadien à la page 27).

Le comité a pour politique d'offrir une rémunération globale équitable, raisonnable et concurrentielle en vue d'intéresser des administrateurs expérimentés et compétents et de les fidéliser.

Bien que le comité n'établisse aucun percentile au sein du groupe de comparaison, il tente généralement de fixer la rémunération des administrateurs de manière qu'elle corresponde à la médiane de ce groupe.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, les provisions et les jetons de présence payables aux administrateurs sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent, soit :

PROVISIONS ET JETONS DE PRÉSENCE	
Provision annuelle	100 000 \$
Provision supplémentaire — membres des comités, sauf le comité d'audit	5 000 \$
Provision supplémentaire — membres du comité d'audit	6 000 \$
Provision supplémentaire — présidents des comités, sauf le comité d'audit	15 000 \$
Provision supplémentaire — président du comité d'audit	25 000 \$
Jetons de présence aux réunions du conseil et des comités	2 000 \$

Le conseil n'a pas modifié sa politique et ses pratiques relatives à la rémunération des administrateurs de la Société au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

PROVISION ANNUELLE SPÉCIALE

Tous les administrateurs reçoivent une provision annuelle de base de 100 000 \$. De cette somme, une tranche de 50 000 \$ est une provision annuelle spéciale qui est versée aux administrateurs sous forme d'unités d'actions différées (« UAD »), conformément au régime d'unités d'actions différées de la Société (le « régime UAD ») décrit ci-dessous, ou sous forme d'actions ordinaires acquises sur le marché conformément au régime d'achat d'actions des administrateurs de la Société (le « RAAA »), également décrit ci-dessous. La participation au régime UAD ou au RAAA est obligatoire.

Aux termes du régime UAD, la tranche spéciale de 50 000 \$ de la provision annuelle des administrateurs qui y participent sert à acquérir des UAD. Le nombre d'UAD octroyées est calculé en divisant le montant de la rémunération payable par le cours de clôture moyen sur cinq jours des actions ordinaires de la Société à la TSX pendant les cinq derniers jours de bourse du trimestre financier (la « valeur d'une UAD »). L'administrateur qui reçoit des UAD reçoit des UAD supplémentaires à l'égard des dividendes payables sur les actions ordinaires, selon la valeur d'une UAD à ce moment-là. Les UAD sont payables par la Société au moment où l'administrateur cesse de siéger au conseil ou advenant son décès, au moyen d'une somme forfaitaire en espèces établie selon la valeur d'une UAD à ce moment-là. Afin d'établir une correspondance plus étroite entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société, les administrateurs peuvent également choisir de toucher le solde de leur provision annuelle et leurs jetons de présence aux réunions du conseil et des comités, leur provision à titre de membres d'un comité et leur provision à titre de président d'un comité sous forme d'UAD aux termes du régime UAD.

Aux termes du RAAA, la tranche spéciale de 50 000 \$ de la provision annuelle des administrateurs qui y participent sert à acquérir des actions ordinaires de la Société sur le marché. La Société assume également les frais administratifs et de courtage engagés relativement à la participation au RAAA, à l'exclusion des frais relatifs à la vente des actions et des taxes et impôts payables par les administrateurs. Afin d'établir une correspondance plus étroite entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société, les administrateurs peuvent également choisir de toucher le solde de leur provision annuelle et leurs jetons de présence aux réunions du conseil et des comités, leur provision à titre de membres d'un comité et leur provision à titre de président d'un comité sous forme d'actions ordinaires acquises aux termes du RAAA.

Le comité de rémunération et le conseil sont d'avis que ces régimes établissent une correspondance encore plus étroite entre les intérêts des administrateurs et ceux des actionnaires de la Société.

TABLEAU DE LA RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS *

Le tableau suivant présente la rémunération versée aux administrateurs (sauf les hauts dirigeants nommés (les « HDN »), voir « Rémunération des hauts dirigeants — Tableau synoptique de la rémunération ») en contrepartie des services que ceux-ci ont fournis à la Société à ce titre, et à tout autre titre, s'il y a lieu, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS ^[1,2,3]				
ADMINISTRATEUR	RÉMUNÉRATION ^[4] [EN DOLLARS]	ATTRIBUTIONS À BASE D'ACTION ^[5,6] [EN DOLLARS]	AUTRE RÉMUNÉRATION ^[7] [EN DOLLARS]	TOTAL DE LA RÉMUNÉRATION [EN DOLLARS]
J. Brian Aune ^[8]	62 000	50 000	—	112 000
Marc A. Bibeau	80 000	50 000	—	130 000
L'honorable Paul Desmarais	66 000	50 000	—	116 000
Gérald Frère	82 000	50 000	—	132 000
Anthony R. Graham	67 000	50 000	—	117 000
Robert Gratton	62 000	50 000	—	112 000
V. Peter Harder	96 000	50 000	—	146 000
Le très honorable Donald F. Mazankowski ^[8]	69 000	50 000	—	119 000
Jerry E.A. Nickerson ^[8]	80 000	50 000	—	130 000
Michel Plessis-Bélair ^[8,9]	64 000	50 000	—	114 000
Henri-Paul Rousseau ^[8,10,11]	64 000	50 000	—	114 000
Louise Roy	64 000	50 000	—	114 000
Raymond Royer	143 000	50 000	—	193 000
T. Timothy Ryan, jr ^[12]	45 500	37 500	—	83 000
Amaury de Seze ^[8,10]	64 000	50 000	641 696 ^[13]	755 696
Emőke J.E. Szathmáry	80 000	50 000	—	130 000

* Les notes relatives à ce tableau se trouvent à la page suivante.

- [1] Le tableau ne comprend pas les sommes versées en remboursement des frais engagés.
- [2] La rémunération versée (y compris la rémunération versée en contrepartie des services fournis à titre d'administrateur de la Société et de ses filiales) aux HDN qui étaient membres du conseil de la Société est présentée dans le tableau synoptique de la rémunération. Voir « Rémunération des hauts dirigeants » ci-après.
- [3] Certains administrateurs ont aussi touché une rémunération à titre d'administrateurs de filiales cotées en bourse de la Société et de filiales de celles-ci : Marc A. Bibeau siège au conseil d'IGM et de certaines de ses filiales; V. Peter Harder siège au conseil d'IGM et de certaines de ses filiales; Jerry E.A. Nickerson siège au conseil de Lifeco et de certaines de ses filiales; Michel Plessis-Bélair siège au conseil de Lifeco et d'IGM et de certaines de leurs filiales; Henri-Paul Rousseau siège au conseil de Lifeco et d'IGM et de certaines de leurs filiales; Raymond Royer siège au conseil de Lifeco et de certaines de ses filiales; T. Timothy Ryan, jr siège au conseil de Lifeco et de certaines de ses filiales; Emőke J.E. Szathmáry siège au conseil de Lifeco et de certaines de ses filiales. Voir la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Lifeco datée du 22 février 2012 et la circulaire de sollicitation de procurations de la direction d'IGM datée du 29 février 2012, selon le cas.
- [4] De la somme qui est indiquée, chacun des administrateurs suivants a choisi de recevoir les tranches suivantes sous forme d'UAD supplémentaires aux termes du régime UAD : Marc A. Bibeau, 80 000\$, Anthony R. Graham, 55 000\$, V. Peter Harder, 96 000\$, le très honorable Donald F. Mazankowski, 27 500\$, Louise Roy, 64 000 \$, Raymond Royer, 143 000\$ et T. Timothy Ryan, jr, 45 500\$. De la somme qui est indiquée, chacun des administrateurs suivants a choisi de recevoir les tranches suivantes sous forme d'actions ordinaires de la Société aux termes du RAAA : Jerry E.A. Nickerson, 80 000\$ et Amaury de Seze, 64 000\$. Ces sommes s'ajoutent à celles qui sont indiquées dans la colonne « Attributions à base d'actions » ci-dessus. Voir aussi la note [6] ci-après.
- [5] La somme indiquée constitue la tranche spéciale de la provision annuelle qui doit être versée aux administrateurs sous forme d'UAD ou d'actions ordinaires de la Société aux termes du régime UAD et du RAAA de la Société que le conseil a adoptés.
- [6] Les UAD sont attribuées le premier jour de chaque trimestre financier et leur juste valeur à la date de l'octroi correspond au cours de clôture moyen sur cinq jours des actions ordinaires de la Société à la TSX pendant les cinq derniers jours de bourse du trimestre financier précédent. La juste valeur à la date de l'octroi d'une attribution effectuée aux termes du RAAA correspond au prix global des actions ordinaires de la Société ainsi acquises sur le marché.
- [7] En plus des réunions formelles du conseil ou des comités, les administrateurs peuvent être appelés à assister à certaines réunions tenues en vue de discuter des affaires internes de la Société, à l'égard desquelles ils peuvent toucher des jetons de présence.
- [8] Ces administrateurs ne seront pas candidats à la réélection à l'assemblée. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, J. Brian Aune a assisté à six réunions du conseil d'administration (sur sept), le très honorable Donald F. Mazankowski a assisté à sept réunions du conseil d'administration, Jerry E.A. Nickerson a assisté à sept réunions du conseil d'administration et à cinq réunions du comité d'audit (sur cinq), Michel Plessis-Bélair a assisté à sept réunions du conseil d'administration, Henri-Paul Rousseau a assisté à sept réunions du conseil d'administration et Amaury de Seze a assisté à sept réunions du conseil d'administration.
- [9] Bien que Michel Plessis-Bélair ne soit pas candidat à la réélection au conseil de la Société à l'assemblée, il conserve ses fonctions de vice-président du conseil de Power.
- [10] Bien qu'ils ne soient pas candidats à la réélection au conseil de la Société à l'assemblée, Henri-Paul Rousseau et Amaury de Seze conservent leurs fonctions de vice-présidents du conseil de celle-ci.
- [11] M. Rousseau est l'un des vice-présidents du conseil de la Société et de Power. Sa rémunération à ces titres est présentée dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power.
- [12] T. Timothy Ryan, jr a été élu au conseil de la Société le 12 mai 2011.
- [13] M. de Seze a touché une rémunération de 641 696\$, composée de son salaire et de l'attribution dont il a bénéficié aux termes de régimes incitatifs autres qu'à base d'actions, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, à titre de vice-président du conseil de la Société.

RÉMUNÉRATION EN ACTIONS DES ADMINISTRATEURS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Le tableau suivant présente la participation en actions au 31 décembre 2011 de chacun des administrateurs (sauf ceux qui sont des HDN), qui est constituée des UAD et des actions ordinaires reçues en guise de rémunération aux termes du régime UAD ou du RAAA de la Société en 2011 et au cours des exercices antérieurs.

ADMINISTRATEUR	NOMBRE D'ACTIONNÉS AUX TERMES DU RAAA AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[1]	NOMBRE D'UAD DÉTENUES AUX TERMES DU RÉGIME UAD AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[2]	VALEUR TOTALE DES ACTIONS AUX TERMES DU RAAA ET DES UAD ^[3] AU 31 DÉCEMBRE 2011 ^[4] [EN DOLLARS]
J. Brian Aune ^[5]	—	10 167	259 665
Marc A. Bibeau	—	12 748	325 584
L'honorable Paul Desmarais	—	16 526	422 074
Gérald Frère	—	31 074	793 630
Anthony R. Graham	—	27 704	707 560
Robert Gratton	—	22 740	580 780
V. Peter Harder	—	13 979	357 024
Le très honorable Donald F. Mazankowski ^[5]	—	24 462	624 759
Jerry E.A. Nickerson ^[5]	14 769	—	377 200
Michel Plessis-Bélair ^[5]	—	20 406	521 169
Henri-Paul Rousseau ^[5]	—	5 026	128 364
Louise Roy	—	7 212	184 194
Raymond Royer	—	64 092	1 636 910
T. Timothy Ryan, jr	—	3 165	80 834
Amaury de Seze ^[5]	6 577	—	167 977
Emőke J.E. Szathmáry	—	21 029	537 081

[1] Y compris les actions qui constituent la tranche spéciale de la provision annuelle ainsi que la rémunération que les administrateurs ont choisi de recevoir sous forme d'actions ordinaires de la Société aux termes du RAAA de la Société.

[2] Y compris les UAD qui représentent la tranche spéciale de la provision annuelle ainsi que la rémunération que les administrateurs ont choisi de recevoir sous forme d'UAD aux termes du régime UAD de la Société. Y compris également les UAD que les administrateurs ont reçues à l'égard d'équivalents de dividendes payables sur les UAD.

[3] Une UAD est payable au moment où l'administrateur cesse de siéger au conseil ou advenant son décès, au moyen d'une somme forfaitaire en espèces établie selon la valeur de l'UAD à ce moment-là.

[4] Selon le cours de clôture de l'action ordinaire de la Société à la TSX le 31 décembre 2011, soit 25,54\$.

[5] Ces administrateurs ne seront pas candidats à la réélection à l'assemblée. Voir les notes [8], [9] et [10] du tableau de la rémunération des administrateurs ci-dessus.

Le tableau qui précède ne présente pas la participation en actions totale dans la Société des membres du conseil de la Société. Il y a lieu de se reporter au tableau présenté à la rubrique « Élection des administrateurs » ci-dessus de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction pour obtenir des renseignements sur les administrateurs qui se portent candidats à l'élection au conseil à l'assemblée.

Les administrateurs de la Société sont assujettis à la politique relative aux opérations d'initiés de la Société. Bien que cette politique n'empêche pas un administrateur d'acheter des instruments financiers qui peuvent servir à couvrir ou à compenser une diminution de la valeur au marché des titres de participation qui lui ont été octroyés à titre de rémunération ou qu'il détient, directement ou indirectement, elle interdit le recours à certains instruments financiers à cette fin. Par exemple, il est interdit à l'administrateur, que ce soit directement ou indirectement, de vendre une « option d'achat » ou d'acheter une « option de vente », en toute connaissance de cause, à l'égard des titres de la Société ou d'une filiale cotée en bourse (au sens donné à ce terme dans la politique) de celle-ci. La politique relative aux opérations d'initiés interdit en outre aux administrateurs de « vendre à découvert » des titres de ces émetteurs ou d'acheter de tels titres dans le but de les vendre pour réaliser un profit à court terme, ce qui signifierait généralement, selon les circonstances, que l'acquéreur a l'intention de détenir les titres en question pendant une période d'au moins deux ans. Conformément aux modalités des UAD de la Société et de ses filiales cotées en bourse que les administrateurs détiennent, ces derniers ne peuvent recevoir ni obtenir quelque somme que ce soit dans le but d'atténuer l'effet, en totalité ou en partie, d'une diminution de la juste valeur marchande des actions de la société ayant trait à ces UAD ou, dans le cas des filiales, de celles d'une société reliée (comme la Société).

OPTIONS EN COURS DES ADMINISTRATEURS

Robert Gratton détient des options d'achat d'actions ordinaires, sous réserve des restrictions applicables en matière d'acquisition au titulaire, aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés de la Société (le « régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés ») et des options d'achat d'actions comportant des droits de vote limités de Power, sous réserve des restrictions applicables en matière d'acquisition au titulaire, aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants de Power, qui lui ont été attribuées du temps qu'il était un dirigeant de la Société. Le tableau qui suit donne des renseignements sur toutes les options qui n'avaient pas été levées au 31 décembre 2011.^[1]

CORPORATION FINANCIÈRE POWER				POWER CORPORATION DU CANADA			
NOMBRE DE TITRES SOUS-JACENTS AUX OPTIONS NON LEVÉES	PRIX DE LEVÉE PAR OPTION [EN DOLLARS]	DATE D'EXPIRATION DES OPTIONS	VALEUR DES OPTIONS EN JEU NON LEVÉES ^[2] [EN DOLLARS]	NOMBRE DE TITRES SOUS-JACENTS AUX OPTIONS NON LEVÉES	PRIX DE LEVÉE PAR OPTION [EN DOLLARS]	DATE D'EXPIRATION DES OPTIONS	VALEUR DES OPTIONS EN JEU NON LEVÉES ^[2] [EN DOLLARS]
914 236	34,455	Le 27 mars 2018	Néant	452 830	33,125	Le 27 mars 2018	Néant
3 000 000	21,65	Le 6 août 2013	11 670 000				
			11 670 000				

[1] R. Jeffrey Orr détient des options d'IGM qui lui ont été octroyées du temps où il était un dirigeant d'IGM, lesquelles sont indiquées dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction d'IGM datée du 29 février 2012. Raymond L. McFeetors détient des options de Lifeco qui lui ont été octroyées du temps où il était un dirigeant de Lifeco, lesquelles sont indiquées dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Lifeco datée du 22 février 2012. Henri-Paul Rousseau détient des options de Power qui lui ont été octroyées à titre de dirigeant de Power, lesquelles sont indiquées dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power. Amaury de Seze détient des options de Power qui lui ont été octroyées du temps où il était un dirigeant de Power. Michel Plessis-Bélair détient des options de Power qui lui ont été octroyées du temps où il était un dirigeant de Power, lesquelles sont indiquées dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power.

[2] Selon les cours de clôture de l'action ordinaire de la Société et de l'action comportant des droits de vote limités de Power à la TSX le 31 décembre 2011, soit 25,54 \$ et 23,82 \$, respectivement.

La valeur globale que M. Gratton aurait réalisée s'il avait levé les options qu'il détenait à la date d'acquisition des droits au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 est nulle.

ACTIONNARIAT OBLIGATOIRE DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs sont tenus de détenir des actions ordinaires de la Société ou des UAD d'une valeur correspondant à 375 000 \$ à l'intérieur de la période de cinq ans suivant la date à laquelle ils deviennent administrateurs de la Société. Tous les administrateurs se conforment, ou sont en voie de se conformer, aux directives de la Société en matière d'actionnariat obligatoire.

RÉMUNÉRATION DES HAUTS DIRIGEANTS

TABLEAU SYNOPTIQUE DE LA RÉMUNÉRATION

Le tableau synoptique de la rémunération et les notes qui l'accompagnent présentent la rémunération totale versée ou attribuée à chacun des HDN au cours des exercices indiqués, ou gagnée par ceux-ci, en contrepartie des services qu'ils ont fournis à tous les titres à la Société et à ses filiales. Dans le cas de MM. Paul Desmarais, jr, André Desmarais et

TABLEAU SYNOPTIQUE DE LA RÉMUNÉRATION				
NOM ET POSTE PRINCIPAL	EXERCICE	SALAIRE [EN DOLLARS]	ATTRIBUTIONS À BASE D' ACTIONS ^[1] [EN DOLLARS]	ATTRIBUTIONS À
				BASE D' OPTIONS ^[2] [EN DOLLARS]
R. Jeffrey Orr Président et chef de la direction	2011	3 919 000	137 500	1 763 552 ^[4]
	2010	3 823 000	133 168	1 911 504 ^[5,6]
	2009	3 750 000	125 000	Néant ^[5,6,7]
Paul Desmarais, jr ^[8,9] Co-président du conseil	2011	525 000 ^[8]	137 500	— ^[11]
	2010	500 000	133 168	— ^[11]
	2009	500 000	125 000	— ^[11]
André Desmarais ^[8,9] Co-président du conseil	2011	525 000 ^[8]	137 500	— ^[11]
	2010	500 000	133 168	— ^[11]
	2009	500 000	125 000	— ^[11]
Philip K. Ryan ^[8] Vice-président exécutif et chef des services financiers	2011	320 500 ^[8]	87 500	31 112 ^[12]
	2010	312 500	83 168	56 249 ^[6,13]
	2009	306 000	75 000	Néant ^[6,13]
Raymond L. McFeetors ^[14,15] Vice-président du conseil	2011	681 000	137 500	Néant ^[16]
	2010	650 000	133 168	Néant ^[16]
	2009	1 935 000	125 000	357 001

[1] Les attributions à base d'actions constituent la tranche de la provision annuelle qui, conformément au régime UAD et au RAAA de la Société et aux régimes similaires des filiales de celle-ci, doit être versée aux HDN en UAD ou en actions, en contrepartie des services que ceux-ci ont fournis à titre d'administrateurs de la Société ou de ses filiales. Voir « Rémunération des administrateurs — Provision annuelle spéciale » ci-dessus, la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Lifeco datée du 22 février 2012 et la circulaire de sollicitation de procurations de la direction d'IGM datée du 29 février 2012, selon le cas. Les UAD sont attribuées le premier jour de chaque trimestre financier et leur juste valeur à la date de l'octroi correspond au cours de clôture moyen sur cinq jours des actions ordinaires de la Société à la TSX pendant les cinq derniers jours de bourse du trimestre financier précédent. La juste valeur à la date de l'octroi d'une attribution effectuée aux termes du RAAA correspond au prix global des actions ordinaires de celle-ci ainsi acquises sur le marché.

[2] La juste valeur à la date de l'octroi des options attribuées par la Société a été calculée selon la méthode du treillis binomial. Cette méthode permet d'obtenir la valeur que le conseil a attribuée à titre de rémunération aux HDN. La Société utilise cette méthode parce qu'elle correspond aussi à la méthode que son conseiller en rémunération externe utilise pour évaluer les attributions à base d'actions faites par d'autres sociétés dans le cadre de la comparaison de la rémunération globale versée par les concurrents. La juste valeur à la date de l'octroi des options attribuées par CFP en 2011 établie à des fins comptables correspond à 1 798 254 \$ et à 44 843 \$, respectivement, dans le cas de MM. Orr et Ryan. L'écart entre la juste valeur de l'attribution présentée dans le tableau ci-dessus et la juste valeur établie à des fins comptables s'établit comme suit : 34 702 \$ dans le cas de M. Orr et 13 731 \$ dans le cas de M. Ryan. L'écart entre la juste valeur à la date de l'octroi établie à des fins comptables et la juste valeur à la date de l'octroi établie aux fins de la colonne « Attributions à base d'options » du tableau ci-dessus est attribuable à l'utilisation de méthodes différentes (la méthode de Black et Scholes ou la méthode du treillis binomial) et d'hypothèses différentes quant à la durée prévue des options et à la période sur laquelle la volatilité est calculée. Les modalités et les conditions d'acquisition des droits sur les options que la Société et Power, selon le cas, ont octroyées aux HDN en 2011 sont décrites à la rubrique « Régimes incitatifs » ci-après.

[3] Une partie appréciable de cette rémunération se compose de la rémunération versée en espèces ou, au choix du HDN, en UAD ou en actions aux termes du RAAA en contrepartie des services qu'il fournit à titre d'administrateur à la Société et à ses filiales. Les sommes versées en 2011 comprennent la rémunération suivante : M. Orr, 419 750 \$, M. Paul Desmarais, jr, 245 250 \$, M. André Desmarais, 318 500 \$, M. Ryan, 280 500 \$ et M. McFeetors, 448 250 \$. Cette rémunération tient également compte de la cotisation, s'il y a lieu, que la Société verse en complément proportionnel des cotisations que font les employés au programme d'achat d'actions des employés de Power, qui est offert à tous les employés de la Société. Ces sommes ne tiennent pas compte de la tranche de la provision annuelle qui doit être versée en actions ou en UAD, qui est présentée à la colonne « Attributions à base d'actions » dans le tableau ci-dessus.

[4] La juste valeur à la date de l'octroi des options que la Société a attribuées à M. Orr en 2011 a été calculée selon la méthode du treillis binomial. Le facteur binomial a été établi d'après une volatilité moyenne sur cinq ans de 20,06 % à la date de l'octroi et un rendement sous forme de dividendes sur un an de 4,63 %. Les taux d'intérêt sans risque applicables à l'octroi de 2011 étaient fondés sur une courbe de rendement des taux d'intérêt sans risque établie selon les données de la courbe de rendement médiane d'un coupon zéro calculées quotidiennement par la Banque du Canada. D'après ces hypothèses, le facteur binomial utilisé en 2011 correspond à 9 % du prix de levée.

[5] Auparavant, conformément aux obligations en matière de présentation de l'information alors imposées par les ACVM, la Société constatait un cinquième de la juste valeur à la date de l'octroi d'une attribution pluriannuelle d'options dont M. Orr avait bénéficié au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2005, correspondant à la valeur de la rémunération que le conseil avait l'intention de lui verser à l'égard de cette année, conformément à la politique de rémunération globale de la Société. Voir aussi la note [6].

[6] Conformément aux modifications adoptées par les ACVM au cours de 2011, la Société est désormais tenue de déclarer, au cours de l'année de l'octroi, la juste valeur à la date de l'octroi des options qu'elle a attribuées au cours de l'année en question, même si une partie ou la totalité de l'attribution visait plusieurs exercices et sans égard au fait que cette valeur corresponde ou non à la valeur de la rémunération que le conseil avait l'intention de verser au HDN au cours d'une année donnée. Les sommes indiquées dans le tableau ont été retraitées en conséquence et ne correspondent donc pas aux sommes indiquées dans les circulaires de sollicitation de procurations de la direction de la Société des années antérieures.

Philip K. Ryan, qui sont également des HDN de Power, les sommes indiquées ci-dessous dans les colonnes « Salaire », « Régimes incitatifs annuels » et « Valeur des régimes de retraite » ont été remboursées à Power par la Société et ne constituent pas une rémunération supplémentaire que la Société a versée ou a créditée à ces hauts dirigeants en plus des sommes qui leur ont été versées ou créditées par Power, comme il est indiqué dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power.

RÉMUNÉRATION AUX TERMES DES RÉGIMES INCITATIFS AUTRES QU'À BASE D'ACTIONS	RÉGIMES INCITATIFS À LONG TERME ET AUTRES SOMMES INCITATIVES [EN DOLLARS]	VALEUR DES RÉGIMES DE RETRAITE [EN DOLLARS]	AUTRE RÉMUNÉRATION ^[3] [EN DOLLARS]	TOTAL DE LA RÉMUNÉRATION [EN DOLLARS]
RÉGIMES INCITATIFS ANNUELS [EN DOLLARS]				
—	Néant	1 541 000	419 750	7 780 802
—	Néant	1 598 000	422 280	7 887 952 ^[5,6]
—	1 000 000	1 654 000	402 500	6 931 500 ^[5,6,7]
750 000 ^[8]	—	435 000 ^[8,10]	260 250	2 107 750 ^[8]
750 000	—	464 920	284 030	2 132 118
500 000	—	Néant	320 000	1 445 000
750 000 ^[8]	—	271 420 ^[8,10]	333 500	2 017 420 ^[8]
750 000	—	406 140	338 530	2 127 838
500 000	—	61 320	334 000	1 520 320
375 000 ^[8]	—	415 000 ^[8,10]	286 910	1 516 022 ^[8]
350 000	—	371 000	291 055	1 463 972 ^[6,13]
325 000	—	311 000	249 120	1 266 120 ^[6,13]
300 000	—	32 000 ^[17]	468 680	1 619 180
300 000	—	30 000	441 095	1 554 263
225 000	—	28 000	333 750	3 003 751

- [7] Auparavant, conformément aux obligations en matière de présentation de l'information alors imposées par les ACVM, la Société constatait la moitié de la juste valeur à la date de l'octroi d'une attribution pluriannuelle d'options dont M. Orr avait bénéficié au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, correspondant à la valeur de la rémunération que le conseil avait l'intention de lui verser à l'égard de cette année, conformément à la politique de rémunération globale de la Société. Voir aussi la note [6].
- [8] Ces dirigeants sont également des hauts dirigeants de Power. Sauf pour ce qui est des options attribuées à M. Ryan par la Société, leur rémunération a été établie uniquement par le comité de rémunération de Power, qui se compose exclusivement d'administrateurs qui sont indépendants de Power et de la Société. La rémunération de ces dirigeants n'a pas été établie par le comité de rémunération de la Société. La Société a versé à Power (et non aux dirigeants) les sommes indiquées dans les colonnes « Salaire », « Régimes incitatifs annuels » et « Valeur des régimes de retraite » ci-dessus. Ces sommes sont également prises en considération dans les renseignements sur la rémunération des HDN applicables qui sont présentés dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power. Les sommes indiquées à l'égard de ces dirigeants dans la colonne « Total de la rémunération » du tableau ci-dessus sont également prises en considération dans la colonne « Total de la rémunération » du tableau synoptique de la rémunération de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power.
- [9] Bien que MM. Paul Desmarais, jr et André Desmarais ne fassent pas partie de la direction de la Société, ils sont réputés être des HDN aux fins de ce tableau en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.
- [10] Correspond à la tranche de la valeur rémunératoire des prestations de retraite annuelles aux termes du régime supplémentaire de Power et du programme de prestations de retraite de M. Ryan attribuables à la Société en 2011. Voir « Prestations de retraite » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.
- [11] La Société n'a octroyé aucune option à MM. Paul Desmarais, jr et André Desmarais. Power leur a octroyé des options en 2009, en 2010 et en 2011. Des renseignements sur ces attributions d'options sont présentés dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power.
- [12] La juste valeur à la date de l'octroi des options que la Société a attribuées à M. Ryan en 2011 a été calculée selon la méthode du treillis binomial. Le facteur binomial a été établi d'après une volatilité moyenne sur cinq ans de 20,35 % à la date de l'octroi et un rendement sous forme de dividendes sur un an de 4,83 %. Les taux d'intérêt sans risque applicables à l'octroi de 2011 étaient fondés sur une courbe de rendement des taux d'intérêt sans risque établie selon les données de la courbe de rendement médiane d'un coupon zéro calculées quotidiennement par la Banque du Canada. D'après ces hypothèses, le facteur binomial utilisé en 2011 correspond à 8 % du prix de levée.
- [13] Auparavant, conformément aux obligations en matière de présentation de l'information alors imposées par les ACVM, la Société constatait un cinquième de la juste valeur à la date de l'octroi d'une attribution pluriannuelle d'options dont M. Ryan avait bénéficié au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2008, correspondant à la valeur de la rémunération que le conseil avait l'intention de lui verser à l'égard de cette année, conformément à la politique de rémunération globale de la Société. Voir aussi la note [6].
- [14] M. McFeetors ne sera pas candidat à la réélection au conseil de la Société à l'assemblée. Il a assisté aux sept réunions du conseil en 2011.
- [15] Bien que M. McFeetors ne soit pas candidat à la réélection au conseil de la Société à l'assemblée, il conserve ses fonctions de vice-président du conseil de celle-ci.
- [16] La Société n'a octroyé aucune option à M. McFeetors au cours des exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2011.
- [17] M. McFeetors participe au régime de retraite de base de Power et n'a conclu aucun autre programme de prestations de retraite avec la Société ou Power.

RÉGIMES INCITATIFS

Le tableau ci-dessous donne des renseignements, pour chacun des HDN, par attribution, sur toutes les options non levées de la Société et de Power au 31 décembre 2011 et la valeur des actions aux termes du RAAA et des UAD de la Société et de ses filiales que les HDN détenaient au 31 décembre 2011.

Les options attribuées par la Société permettent aux HDN, sous réserve des restrictions applicables en matière d'acquisition au titulaire, d'acquies des actions ordinaires dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés.

ATTRIBUTIONS D'OPTIONS						
NOM	CORPORATION FINANCIÈRE POWER					
	NOMBRE DE TITRES SOUS-JACENTS AUX OPTIONS NON LEVÉES		PRIX DE LEVÉE PAR OPTION [EN DOLLARS]	DATE D'EXPIRATION DES OPTIONS	VALEUR DES OPTIONS EN JEU NON LEVÉES ^[1] [EN DOLLARS]	
	ACQUISES	NON ACQUISES ^[5]			ACQUISES	NON ACQUISES ^[5]
R. Jeffrey Orr ^[6]	135 905 480 000 2 015 000	743 080 ^[7] 543 620 320 000	26,37 28,13 29,625 32,235	Le 8 août 2021 Le 10 août 2020 Le 15 juillet 2018 Le 11 mai 2015	Néant Néant Néant	Néant Néant Néant
Paul Desmarais, jr ^[8]	—	—	—	—	—	—
André Desmarais ^[8]	—	—	—	—	—	—
Philip K. Ryan	84 849	12 886 ^[7] 19 254 56 566	30,18 32,46 37,125	Le 14 mars 2021 Le 15 mars 2020 Le 30 janvier 2018	Néant	Néant Néant Néant
Raymond L. McFeetors ^[6]	90 788 514 484	45 394	26,215 31,585	Le 14 juillet 2019 Le 4 août 2018	Néant Néant	Néant

[1] Selon les cours de clôture de l'action ordinaire de la Société et de l'action comportant des droits de vote limités de Power à la TSX le 31 décembre 2011, soit 25,54\$ et 23,82\$, respectivement. Conformément aux exigences des ACVM, le total tient compte de la valeur tant des options non acquises (ne pouvant être levées) que des options acquises (pouvant être levées).

[2] La somme indiquée correspond aux actions émises dans le cadre du RAAA et aux UAD reçues à l'égard de la tranche des provisions annuelles qui, conformément au régime UAD et au RAAA de la Société et aux régimes similaires des filiales de la Société, doit être versée en UAD ou en actions. Elle comprend également la rémunération que les HDN, à titre d'administrateurs de la Société ou de ses filiales, ont choisi de recevoir en UAD ou en actions. La somme est calculée d'après les cours de clôture suivants à la TSX le 31 décembre 2011 : actions ordinaires de CFP, 25,54\$, actions ordinaires de Lifeco, 20,40\$ et actions ordinaires d'IGM, 44,23\$.

[3] Une UAD est payable au moment où l'administrateur cesse de siéger au conseil ou advenant son décès, au moyen d'une somme forfaitaire en espèces établie selon la valeur de l'UAD à ce moment-là.

[4] Ne tient pas compte des actions aux termes du RAAA et des UAD que Power a attribuées aux termes de son RAAA et de son régime UAD.

[5] Ces valeurs sont liées à des options qui ne peuvent être levées et les HDN ne peuvent donc en bénéficier.

[6] MM. Orr et McFeetors ne participent pas au régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants de Power.

Certains dirigeants de la Société sont également des dirigeants de Power et touchent une rémunération qui peut comprendre l'octroi d'options aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants de Power en contrepartie des services qu'ils ont fournis à celle-ci. Les octrois consentis aux HDN de Power aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des dirigeants de Power sont décrits dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power. Les options attribuées par Power permettent aux HDN, sous réserve des restrictions applicables en matière d'acquisition au titulaire, d'acquies des actions comportant des droits de vote limités de Power.

POWER CORPORATION DU CANADA						ATTRIBUTION À BASE D' ACTIONS
NOMBRE DE TITRES SOUS-JACENTS AUX OPTIONS NON LEVÉES		PRIX DE LEVÉE PAR OPTION [EN DOLLARS]	DATE D'EXPIRATION DES OPTIONS	VALEUR DES OPTIONS EN JEU NON LEVÉES ^[1] [EN DOLLARS]		VALEUR AU MARCHÉ DE TOUTES LES ACTIONS AUX TERMES DU RAAA ET DES UAD EN CIRCULATION ^[2,3,4] [EN DOLLARS]
ACQUISES	NON ACQUISES ^[5]			ACQUISES	NON ACQUISES ^[5]	
—	—	—	—	—	—	3 685 064
173 138 268 550 290 125 263 000 268 000	450 000 ^[8] 450 000 364 000 173 137	27,60 30,065 18,52 29,89 37,07 33,285 32,025 26,375	Le 14 mars 2021 Le 15 mars 2020 Le 15 mars 2019 Le 17 mars 2018 Le 25 mars 2017 Le 2 avril 2016 Le 22 février 2015 Le 16 mai 2014	Néant Néant 1 929 200 Néant Néant Néant Néant Néant Néant	Néant Néant 1 929 200 Néant	1 805 161
				Total : 1 929 200		
173 138 268 550 290 125 263 000 268 000	450 000 ^[9] 450 000 364 000 173 137	27,60 30,065 18,52 29,89 37,07 33,285 32,025 26,375	Le 14 mars 2021 Le 15 mars 2020 Le 15 mars 2019 Le 17 mars 2018 Le 25 mars 2017 Le 2 avril 2016 Le 22 février 2015 Le 16 mai 2014	Néant Néant 1 929 200 Néant Néant Néant Néant Néant	Néant Néant 1 929 200 Néant	4 260 088
				Total : 1 929 200		
86 931	11 528 ^[9] 20 788 57 954	27,60 30,065 36,235	Le 14 mars 2021 Le 15 mars 2020 Le 30 janvier 2018	Néant Néant Néant	Néant Néant Néant	1 268 133
—	—	—	—	—	—	3 316 286

[7] Il s'agit des options que la Société a attribuées à MM. Orr et Ryan au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011. Ces options ont une durée de 10 ans. Les options attribuées à M. Orr en 2011 lui sont acquises à raison de 20% par année à compter du premier anniversaire de l'attribution. Les options attribuées à M. Ryan en 2011 lui sont acquises à raison de 50% au troisième anniversaire de l'attribution, et la tranche restante de 50%, au quatrième anniversaire de l'attribution.

[8] MM. Paul Desmarais, jr et André Desmarais ne participent pas au régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés de la Société.

[9] Il s'agit des options que Power a attribuées au HDN au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011. Ces options ont une durée de 10 ans. Une tranche de 50% de celles-ci est acquise au titulaire au troisième anniversaire de l'attribution, et la tranche restante de 50%, au quatrième anniversaire de l'attribution. Voir la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet.

RÉGIMES INCITATIFS — VALEUR À L'ACQUISITION DES DROITS OU GAGNÉE AU COURS DE L'EXERCICE

Le tableau suivant donne des renseignements à l'égard de chaque HDN pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

NOM	RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS À L'INTENTION DES EMPLOYÉS DE LA SOCIÉTÉ — ATTRIBUTIONS À BASE D'OPTIONS — VALEUR À L'ACQUISITION DES DROITS AU COURS DE L'EXERCICE ^[1] [EN DOLLARS]	RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS À L'INTENTION DES DIRIGEANTS DE POWER — ATTRIBUTIONS À BASE D'OPTIONS — VALEUR À L'ACQUISITION DES DROITS AU COURS DE L'EXERCICE ^[1] [EN DOLLARS]	RÉMUNÉRATION AUX TERMES DES RÉGIMES INCITATIFS AUTRES QU'À BASE D'ACTIONS — VALEUR GAGNÉE AU COURS DE L'EXERCICE ^[2] [EN DOLLARS]
R. Jeffrey Orr	Néant	—	Néant
Paul Desmarais, jr	—	Néant	750 000 ^[3]
André Desmarais	—	Néant	750 000 ^[3]
Philip K. Ryan	Néant	Néant	375 000 ^[3]
Raymond L. McFeetors	123 699	—	300 000

[1] Résume la valeur globale que chacun des HDN aurait réalisée s'il avait levé ses options à la date d'acquisition des droits au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

[3] Il s'agit d'une somme remboursée à Power par la Société et non d'une somme versée directement aux HDN par la Société.

[2] Il s'agit des mêmes sommes que celles présentées dans la colonne « Rémunération aux termes des régimes incitatifs autres qu'à base d'actions » du tableau synoptique de la rémunération de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction.

RENSEIGNEMENTS SUR LES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Le tableau suivant présente le nombre de titres dont l'émission a été autorisée aux termes des régimes de rémunération à base d'actions de la Société. Le seul régime de rémunération à base d'actions aux termes duquel des actions de la Société peuvent être émises est le régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés.

AU 31 DÉCEMBRE 2011	NOMBRE DE TITRES POUVANT ÊTRE ÉMIS AU MOMENT DE LA LEVÉE OU DE L'EXERCICE D'OPTIONS, DE BONS DE SOUSCRIPTION ET DE DROITS EN CIRCULATION	PRIX DE LEVÉE OU D'EXERCICE MOYEN PONDÉRÉ DES OPTIONS, DES BONS DE SOUSCRIPTION ET DES DROITS EN CIRCULATION	NOMBRE DE TITRES POUVANT SERVIR AUX ÉMISSIONS FUTURES AUX TERMES DES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS [SANS TENIR COMPTE DES TITRES INDIQUÉS À LA COLONNE [A]]
Catégorie de régime	[A]	[B]	[C]
Régimes de rémunération à base d'actions approuvés par les porteurs de titres	9 097 618	27,85 \$	8 323 982
Régimes de rémunération à base d'actions n'ayant pas été approuvés par les porteurs de titres	s.o.	s.o.	s.o.
Total	9 097 618	27,85 \$	8 323 982

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés, des options visant l'achat de 9 097 618 actions ordinaires sont actuellement en circulation et des options visant l'achat de 8 323 982 actions ordinaires peuvent être émises, soit approximativement 1,28 % et 1,18 %, respectivement, de l'ensemble des actions ordinaires en circulation de la Société. Par conséquent, 17 421 600 actions ordinaires sont réservées à des fins d'émission, soit approximativement 2,46 % de l'ensemble des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, la Société a octroyé des options visant l'achat de 777 503 actions ordinaires, soit approximativement 0,1 % de l'ensemble des actions ordinaires en circulation de la Société. Ce pourcentage est habituellement appelé le taux d'« absorption » annuel. Le régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés a été accepté par la TSX et approuvé par les actionnaires le 4 décembre 1986. Certaines modifications du nombre d'actions pouvant être émises aux termes de ce régime ainsi que d'autres dispositions ont également été approuvées par les actionnaires de la Société à quelques reprises.

Le régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés prévoit l'octroi d'options aux employés et aux personnes clés de la Société et de ses sociétés affiliées qui sont désignés par le comité de rémunération. Le comité de rémunération établit le nombre d'actions ordinaires qui seront visées par chacun de ces octrois d'options ainsi que, sous réserve du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés, les modalités de chacun de ces octrois d'options. Les options ont

une durée maximale de dix ans, bien que le comité de rémunération puisse fixer une durée plus courte. En règle générale, les options octroyées sont acquises à leur titulaire selon des modalités différées, sur des périodes commençant au plus tôt un an après la date de l'octroi et au plus tard cinq ans après la date de l'octroi.

Les options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés permettent à leur titulaire d'acheter des actions ordinaires de la Société contre paiement du prix de souscription. Le prix de souscription doit correspondre au moins à la valeur au marché des actions ordinaires à la date de l'octroi. La valeur au marché des actions ordinaires à cette fin est calculée d'après la moyenne des cours extrêmes des actions ordinaires à la TSX le jour de bourse précédent ou, si une seule vente d'actions ordinaires a été déclarée ce jour-là, la moyenne des cours acheteur et vendeur des actions ordinaires ce jour-là.

À moins que le comité de rémunération n'en décide autrement, les options prennent fin à la première des dates suivantes, soit la date établie par le comité de rémunération ou [i] 36 mois après la cessation d'emploi en cas de décès, [ii] sept ans après la cessation d'emploi attribuable à un départ à la retraite, [iii] 12 mois après la cessation d'emploi si celle-ci n'est pas attribuable à un décès, à un départ à la retraite ou à un congédiement pour fraude, faute délibérée ou négligence, [iv] la date de la cessation d'emploi si celle-ci est attribuable à un congédiement pour fraude, faute délibérée ou négligence et [v] la date de la cessation d'emploi dans le cas d'un employé qui compte moins d'un an de service à la date de l'octroi. Les options ne peuvent être cédées que par testament ou conformément aux lois successorales; toutefois, si le comité le permet et selon les modalités qu'il établit, elles peuvent être transférées à certains membres de la famille du titulaire ou à des fiduciaires ou à des sociétés de portefeuille contrôlées par le titulaire, auquel cas elles demeurent assujetties au régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés comme si le titulaire en était toujours le porteur.

Si des options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés devaient expirer pendant une période d'interdiction d'opérations ou dans les dix jours ouvrables suivant la fin d'une telle période, leur date d'expiration sera prorogée au dixième jour ouvrable suivant la fin de la période en question.

Le nombre d'actions ordinaires pouvant être émises à des initiés (au sens des règles de la TSX à cette fin), à quelque moment que ce soit, au moment de la levée d'options émises et en circulation dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés et de tout autre mécanisme de rémunération en titres (également au sens des règles de la TSX applicables) de la Société ne peut excéder dans l'ensemble 10% du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, et le nombre d'actions ordinaires émises à des initiés au cours d'une période d'un an au moment de la levée d'options émises et en circulation dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés et de tout autre mécanisme de rémunération en titres de la Société ne peut excéder dans l'ensemble 10% du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Le nombre d'actions ordinaires visées par les options détenues par un seul titulaire ne peut excéder 5% du nombre d'actions ordinaires en circulation à quelque moment que ce soit.

Le conseil peut, à quelque moment que ce soit, modifier, suspendre ou annuler le régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés ou une option octroyée aux termes de celui-ci, ou y mettre fin, en totalité ou en partie; toutefois, les porteurs d'actions ordinaires présents ou représentés par procuration à une assemblée doivent approuver les modifications suivantes à la majorité des voix exprimées :

1. l'augmentation du nombre d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés;
2. la réduction du prix de souscription d'une option en circulation, y compris l'annulation et le nouvel octroi consécutif d'une option qui entraînent la réduction du prix de l'option;
3. la prolongation de la durée d'une option en circulation;
4. l'octroi d'une option dont la date d'expiration survient plus de dix ans après la date de l'octroi;
5. l'augmentation des pouvoirs du conseil afin qu'il soit possible de céder des options hors du cadre des dispositions actuelles du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés;
6. l'ajout des administrateurs externes aux catégories de participants admissibles au régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés;
7. la modification du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés afin qu'il prévoit d'autres types de rémunération au moyen de l'émission d'actions;
8. l'augmentation ou la suppression du pourcentage maximal d'actions qui peuvent être émises ou qui sont émises aux initiés aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés (soit 10% du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société);
9. l'augmentation ou la suppression du pourcentage maximal d'actions réservées à des fins d'émission à une seule personne aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés (soit 5% du nombre total d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société);
10. la modification des dispositions traitant des modifications d'une manière autre que celle qui est permise par les règles de la TSX.

Cette approbation n'est pas nécessaire si les modifications résultent de l'application des dispositions anti-dilution du régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés.

PRESTATIONS DE RETRAITE

Power a un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « régime supplémentaire ») aux termes duquel certains hauts dirigeants de Power ou de ses filiales (collectivement, le « groupe Power ») désignés par le comité de rémunération du conseil d'administration de Power pourraient toucher des prestations de retraite en plus de celles qui sont payables aux termes du régime de retraite de base de Power. MM. Paul Desmarais, jr et André Desmarais participent au régime supplémentaire de Power.

Dans le cadre du régime supplémentaire et du régime de retraite de base de Power, le participant acquiert le droit à des prestations de retraite annuelles maximales, lorsqu'il atteint l'âge normal de la retraite, soit 62 ans, qui correspondent à 60% de la moyenne de la rémunération des trois années où sa rémunération a été la plus élevée au cours des dix dernières années de service décomptées (la « prestation supplémentaire »), déduction faite du montant des prestations de retraite du Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec payables à la date de la retraite. Aux fins du régime supplémentaire, la rémunération moyenne du participant est calculée en fonction du salaire et des primes reçus à l'égard de tous les postes occupés au sein du groupe Power au cours des dix dernières années de service décomptées du participant. Afin d'avoir droit à la prestation supplémentaire maximale aux termes du régime supplémentaire, le participant doit compter 15 années de service décomptées au sein du groupe Power. Si le participant compte moins de 15 années de service décomptées au sein du groupe Power, le montant de la prestation supplémentaire est réduit de 6 ⅔% pour chaque année que le participant compte en moins. Aucune prestation n'est payable au participant qui compte moins de cinq années de service décomptées à la retraite. Dans le cas d'une retraite avant l'âge normal de la retraite, la prestation supplémentaire gagnée jusqu'à la date de la retraite anticipée devient payable, à la condition que le participant compte dix années de service décomptées révolues au sein du groupe Power, sous réserve d'une réduction de 6% pour chaque année de retraite qui précède l'âge de 60 ans. Aux termes du régime supplémentaire, la retraite anticipée ne peut être prise avant l'âge de 55 ans.

M. Orr participe au régime de retraite de base de Power et à un programme de prestations de retraite complémentaire offert par la Société, qui lui donnent le droit, à l'âge de 62 ans, de toucher des prestations de retraite annuelles correspondant à un pourcentage de la moyenne de sa rémunération des trois années où sa rémunération a été la plus élevée au cours de ses dix dernières années de service décomptées multiplié par le nombre d'années de service décomptées aux termes du régime de retraite de base de Power (la tranche qui s'ajoute aux prestations de retraite prévues par le régime de retraite de base de Power étant appelée la « prestation supplémentaire »); toutefois, les prestations de retraite n'excéderont en aucun cas 60 % de la moyenne de sa rémunération des trois années où sa rémunération a été la plus élevée au cours de ses dix dernières années de service décomptées. La prestation supplémentaire est réduite du montant des prestations de retraite payables aux termes du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec à la date de la retraite et des prestations de retraite auxquelles M. Orr a droit aux termes du régime de retraite complémentaire d'une filiale de la Financière Power à l'égard de ses années de service antérieures au sein de celle-ci. La rémunération moyenne de M. Orr est calculée en fonction du salaire et de certaines primes admissibles qu'il a reçus à l'égard de tous les postes qu'il a occupés au sein de la Financière Power au cours de ses dix dernières années de service décomptées. À part les prestations de retraite prévues par le régime de retraite de base de Power, aucune autre prestation n'est payable à M. Orr s'il compte moins de dix années de service décomptées, sauf si la Financière Power met fin à son emploi sans motif valable, auquel cas une prestation supplémentaire lui sera également payable. Le cas échéant, le nombre de ses années de service décomptées correspondrait au nombre d'années de service effectivement décomptées aux fins du régime de retraite de Power, plus deux ans, ce qui entraînerait une augmentation des prestations de retraite annuelles payables de 382 700\$ en présumant que le congédiement sans motif valable ait eu lieu le 31 décembre 2011. En règle générale, les prestations de retraite sont payables à compter de l'âge de 62 ans; toutefois, M. Orr peut prendre sa retraite à 56 ans ou par la suite et choisir de recevoir tout de suite sa prestation supplémentaire, qui serait alors réduite de 10 % pour chaque année qui le sépare de son 62^e anniversaire, ou encore choisir de recevoir la somme établie conformément aux modalités énoncées ci-dessus, sans réduction, à compter de 62 ans.

Dans le cadre de son programme de prestations de retraite et du régime de retraite de base de Power, M. Ryan acquiert le droit à des prestations de retraite annuelles maximales lorsqu'il atteint l'âge de 62 ans, qui correspondent à 60% de la moyenne de la rémunération des trois années où sa rémunération a été la plus élevée au cours de ses dix dernières années de service décomptées, déduction faite du montant des prestations de retraite du Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec payables à la date de la retraite. Aux fins de son programme de prestations de retraite, sa rémunération moyenne est calculée en fonction du salaire et de certaines primes admissibles qu'il a reçus à l'égard de tous les postes qu'il a occupés au sein du groupe Power au cours de ses dix dernières années de service décomptées. Aucune prestation ne lui est payable s'il compte moins de dix années de service décomptées à la retraite. Aux termes de ce programme, les prestations de retraite sont payables à compter de l'âge de 62 ans.

M. McFeetors participe au régime de retraite de base de Power et n'a conclu aucun autre programme de prestations de retraite avec la Société ou Power. Il touche aussi des prestations de retraite de Lifeco.

Le tableau qui suit présente des renseignements sur les prestations de retraite offertes à chacun des HDN, calculées en date de la fin de 2011. Dans le cas de MM. Paul Desmarais, jr, André Desmarais et Philip K. Ryan, qui sont également des HDN de Power, les prestations annuelles payables et l'obligation au titre des prestations constituées sont partagées par la Société et Power. Par conséquent, les sommes indiquées dans le tableau ci-dessous correspondent à la tranche attribuable à la Société, et non à des années de service décomptées ou à des prestations supplémentaires payables à ces dirigeants par la Société en plus des années de service décomptées et des prestations qui leur sont payables par Power, lesquelles sont indiquées dans la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power. À la fin de 2011, les pourcentages attribuables à la Société s'établissent comme suit : 60% pour Paul Desmarais, jr, 41 % pour André Desmarais et 50% pour Philip K. Ryan.

NOM	NOMBRE D'ANNÉES DE SERVICE DÉCOMPTÉES ^[1]	PRESTATIONS ANNUELLES PAYABLES [EN DOLLARS]		OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES ^[3,4] [EN DOLLARS]	VARIATION ATTRIBUABLE À DES ÉLÉMENTS RÉMUNÉRATOIRES ^[4,5] [EN DOLLARS]	VARIATION ATTRIBUABLE À DES ÉLÉMENTS NON RÉMUNÉRATOIRES ^[6] [EN DOLLARS]	OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES À LA FIN DE L'EXERCICE ^[3,4] [EN DOLLARS]
		À LA FIN DE L'EXERCICE ^[2]	À L'ÂGE DE 65 ANS ^[2]				
R. Jeffrey Orr	9,3 ^[7]	822 933 ^[8]	2 050 880	9 357 000	1 541 000	1 776 000	12 674 000
Paul Desmarais, jr	34,7 ^[9]	1 057 608	1 057 608	11 113 830	435 000	2 094 570	13 643 400
André Desmarais	28,7 ^[9]	722 699	722 699	7 216 860	271 420	1 138 530	8 626 810
Philip K. Ryan	3,9 ^[9]	149 984 ^[10]	392 040	1 259 000	415 000	318 500	1 992 500
Raymond L. McFeetors	3,7	9 356 ^[11]	9 356 ^[11]	82 000	32 000	9 000	123 000

[1] Pour MM. Paul Desmarais, jr et André Desmarais, un nombre maximal de 15 années de service décomptées sont reconnues aux termes du régime supplémentaire.

[2] Les prestations annuelles payables à la fin de l'exercice et à l'âge de 65 ans représentent la pension estimative constituée à l'égard de tous les services fournis à ce jour et projetée à l'égard de tous les services fournis jusqu'à l'âge de 65 ans, respectivement. Cette pension estimative est calculée selon les gains ouvrant droit à pension réels à la fin de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, sans tenir compte des sommes qui n'ouvriront pas droit à pension à l'âge normal de la retraite selon les modalités des programmes de retraite. Les prestations payables à la fin de l'exercice qui sont indiquées ci-dessus ne tiennent compte d'aucune réduction qui pourrait s'appliquer si le HDN prenait sa retraite avant l'âge normal de la retraite.

[3] L'obligation au titre des prestations constituées représente la valeur des prestations de retraite projetées provenant de tous les régimes de retraite à l'égard de tous les services fournis à ce jour.

[4] La valeur de l'obligation au titre des prestations constituées estimative est calculée chaque année, selon la même méthode et les mêmes hypothèses que celles utilisées dans le cadre de l'établissement des états financiers de la Société. Les hypothèses clés comprennent un taux d'actualisation de 5,25% par année pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice et le coût annuel des services rendus, un taux d'actualisation de 4,50% pour calculer l'obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice et un taux d'augmentation de la rémunération future de 3,50% par année (3,00% par année dans le cas de M. Orr).

[5] Y compris le coût des services rendus au début de l'exercice, l'incidence sur l'obligation au titre des prestations constituées de l'écart entre les gains réels et estimatifs et l'incidence des modifications sur le régime ou les programmes applicables, le cas échéant.

[6] Y compris l'incidence sur l'obligation au titre des prestations constituées de l'évolution du taux d'actualisation, qui est

passé de 5,25% à 4,50%, des résultats techniques non liés à la rémunération, tels que la mortalité et la retraite, de l'augmentation de l'obligation en raison de l'intérêt et des changements dans les hypothèses quant aux salaires futurs.

[7] Aux fins du régime de retraite de base de Power, à la fin de 2011, M. Orr comptait 10,6 années de service décomptées (y compris quatre années de service décomptées au sein d'une filiale de la Société). Aux fins du programme de prestations de retraite, au 31 décembre 2011, le nombre d'années de service décomptées créditées à M. Orr tenait compte de 2,67 années de service décomptées au sein d'une filiale de la Société. La période restante de 1,33 année de service décomptée au sein de la filiale, qui est déjà prise en considération aux fins du régime de retraite de base de Power, sera reconnue dans le cadre de son programme de prestations de retraite à raison de 0,33 année par année de service décomptée future.

[8] Conformément aux modifications adoptées par les ACVM en 2011, la Société est tenue d'indiquer les prestations annuelles payables à la fin de l'exercice, en présumant que le HDN a droit à des paiements ou à des prestations à ce moment-là. En fait, au 31 décembre 2011, les conditions d'acquisition au titulaire du programme de prestations de retraite de M. Orr n'avaient pas été remplies et M. Orr avait droit à des prestations annuelles de 27 168\$ aux termes du régime de retraite de base de Power.

[9] Nombre total d'années de service décomptées au sein du groupe Power.

[10] Conformément aux modifications adoptées par les ACVM en 2011, la Société est tenue d'indiquer les prestations annuelles payables à la fin de l'exercice, en présumant que le HDN a droit à des paiements ou à des prestations à ce moment-là. En fait, au 31 décembre 2011, les conditions d'acquisition au titulaire du programme de prestations de retraite de M. Ryan n'avaient pas été remplies et M. Ryan avait droit à des prestations annuelles de 4 977\$ aux termes du régime de retraite de base de Power.

[11] Cette somme correspond aux prestations de retraite annuelles aux termes du régime de retraite de base de Power. M. McFeetors n'a conclu aucun autre programme de prestations de retraite avec la Société ou Power. Il touche aussi des prestations de retraite de Lifeco.

PRESTATIONS EN CAS DE CESSATION D'EMPLOI ET DE CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Aucune disposition en matière de changement de contrôle n'a été prévue à l'intention des HDN. La Société et Power ont conclu un contrat d'emploi avec M. Ryan, à titre de vice-président exécutif et chef des services financiers de la Société et de Power. Le contrat prévoit que si M. Ryan est congédié sans motif valable (au sens donné à ce terme dans le contrat), la période d'acquisition des options qui ne lui sont pas acquises se poursuivra pendant un an.

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION

COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

Le conseil d'administration de la Société a mis sur pied un comité de rémunération (le « comité ») qui est chargé d'approuver (ou, dans le cas du chef de la direction, de recommander à l'approbation du conseil) la rémunération des hauts dirigeants de la Société qui ne sont pas aussi des hauts dirigeants de Power. Le comité recommande aussi à l'approbation du conseil les conditions de rémunération des administrateurs et des présidents et des membres des comités du conseil. En outre, il approuve la politique et les lignes directrices en matière de rémunération des employés, recommande à l'approbation du conseil les régimes de rémunération incitatifs, les régimes de rémunération à base d'actions, les régimes de retraite enregistrés, les régimes de retraite complémentaires et les autres régimes de rémunération des employés qu'il juge appropriés et supervise l'administration des régimes de rémunération incitatifs et des régimes de rémunération à base d'actions de la Société.

Sauf pour ce qui est des options que la Société a attribuées à M. Ryan en 2011, la rémunération des dirigeants de la Société qui étaient également des dirigeants de Power, soit MM. Paul Desmarais, jr, André Desmarais et Ryan, a été établie uniquement par le comité de rémunération de Power, qui se compose exclusivement d'administrateurs qui sont indépendants de Power et de la Société. La rémunération de ces dirigeants n'a pas été établie par le comité de rémunération de la Société. Les sommes indiquées plus haut dans les colonnes « Salaire », « Régimes incitatifs annuels » et « Valeur des régimes de retraite » du tableau synoptique de la rémunération de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction ont été remboursées à Power par la Société et ne constituent pas une rémunération supplémentaire que la Société a versée à ces dirigeants en plus des sommes qui leur ont été versées par Power.

COMPOSITION DU COMITÉ

Le comité de rémunération se compose de Gérald Frère, de V. Peter Harder et de Raymond Royer. Chacun des membres actuels du comité est un administrateur indépendant au sens des règlements (comme il est décrit plus amplement à la rubrique « Énoncés des pratiques en matière de gouvernance – Indépendance des administrateurs » de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction) et aucun d'entre eux ne touche, directement ou indirectement, quelque rémunération que ce soit de la Société, sauf à titre de membre du conseil d'administration et de ses comités. Comme il est décrit ci-après, tous les membres du comité ont une expérience directe qui est pertinente aux responsabilités qui leur incombent relativement à la rémunération des hauts dirigeants et ils ont les compétences et l'expérience nécessaires pour aider le comité à prendre des décisions sur le caractère adéquat de la politique et des pratiques de la Société en matière de rémunération.

EXPÉRIENCE PERTINENTE DES MEMBRES DU COMITÉ

En plus de leurs antécédents professionnels dans le milieu des affaires, de leur expérience à titre de dirigeants et de leur participation à d'autres sociétés (voir les antécédents professionnels présentés à la rubrique « Élection des administrateurs »), les membres actuels du comité de rémunération siègent depuis longtemps à ce comité (à l'exception de M. V. Peter Harder, qui y a été nommé en mai 2009). Le texte qui suit décrit l'expérience directe de chacun des membres du comité de rémunération qui est pertinente aux responsabilités qui lui incombent relativement à la rémunération des hauts dirigeants. Grâce aux postes qu'ils ont occupés, qui sont décrits ci-dessous, les membres du comité de rémunération ont participé à l'élaboration, à la mise en œuvre ou à l'encadrement de programmes de rémunération au sein du secteur des services financiers ou d'autres secteurs. Ils puisent dans cette expérience et mettent à contribution les compétences qu'ils ont acquises grâce à celle-ci, et se servent de leur sens des affaires, pour aider le comité à prendre des décisions sur le caractère adéquat de la politique et des pratiques de la Société en matière de rémunération.

M. Frère est administrateur délégué de Frère-Bourgeois S.A., groupe financier établi en Belgique. Il est président du conseil de la Compagnie Nationale à Portefeuille S.A. et l'un des administrateurs d'ERBE, de Pargesa, d'Electrabel S.A. et de Pernod Ricard. De 1993 à décembre 2011, il a été administrateur délégué de Groupe Bruxelles Lambert et, le 1^{er} janvier 2012, il en est devenu président du conseil. Il est également Régent de la Banque Nationale de Belgique. Il siège au comité de rémunération de la Société depuis novembre 1991.

M. Harder est conseiller principal en matière de politiques gouvernementales chez Fraser Milner Casgrain S.E.N.C.R.L. et président du Conseil commercial Canada-Chine. Il a été nommé au comité de rémunération de la Société en mai 2009. Il siège au comité de rémunération d'IGM, du Groupe Investors Inc. et de Mackenzie Inc. depuis 2009. De 1995 à 2000, M. Harder a été secrétaire du Conseil du Trésor du Canada et président des comités de rémunération de Northland Power Inc., de Telesat et de TimberWest Forest Corp. De 1991 à 2007, à titre de sous-ministre, il a été directement responsable de la rémunération du secteur public. Il a dirigé le remaniement des programmes de rémunération dans les secteurs public et privé.

M. Royer a été, de 1996 à 2008, président et chef de la direction de Domtar Corporation, société du secteur des pâtes et papiers située à Montréal. Il a été président et chef de l'exploitation de Bombardier Inc. de 1986 à 1996. Il siège au conseil de plusieurs sociétés du groupe de la Financière Power. Il a siégé au conseil de Domtar Corporation jusqu'en 2009, de Shell Canada Limitée jusqu'en 2007, de Ballard Power Systems Inc. jusqu'en 2002 et de la Banque Nationale du Canada jusqu'en 2000. Il siège au comité de rémunération de la Société depuis novembre 1991, à titre de président depuis mai 2009.

CONSULTANT EN RÉMUNÉRATION

Le comité de rémunération a retenu les services de Towers Watson pour la première fois en 2006 et l'a chargée de lui fournir des services relatifs à la rémunération des hauts dirigeants. Dans le cadre de la prestation de ces services, Towers Watson donne des conseils sur la politique en matière de rémunération et évalue les faits nouveaux en la matière qui sont survenus sur le marché du travail des hauts dirigeants et des administrateurs. Le comité se réunit, au besoin, en l'absence du consultant en rémunération et des membres de la direction. Il rencontre aussi Towers Watson en l'absence des membres de la direction. Les recommandations et les décisions du comité reposent habituellement sur d'autres facteurs, en plus des renseignements et des conseils donnés par Towers Watson.

Towers Watson fournit en outre, à la demande de la direction, des services qui ne sont pas relatifs à la rémunération des hauts dirigeants de la Société, qui peuvent comprendre des services de consultation relatifs aux régimes de retraite et aux avantages sociaux. Towers Watson divulgue annuellement au comité de rémunération tous ses liens avec la Société ainsi que sa structure de consultation et les autres mécanismes qu'elle a mis en place afin d'éviter de se trouver en conflit d'intérêts lorsqu'elle donne des conseils en matière de rémunération des hauts dirigeants.

Le comité de rémunération approuve tous les services de consultation que Towers Watson fournit à la Société.

Le tableau suivant présente la rémunération versée à Towers Watson pour les exercices 2010 et 2011 en contrepartie des services indiqués ci-dessus^[1] :

	EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010	EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011
Rémunération relative à la rémunération des hauts dirigeants (en dollars)	26 273	127 683
Toute autre rémunération (en dollars) ^[2]	Néant	1 995

[1] Si les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent, Lifeco et IGM présentent dans leurs circulaires de sollicitation de procurations de la direction respectives la rémunération qu'elles versent à leurs consultants en rémunération.

[2] Cette rémunération a trait aux calculs relatifs aux options d'achat d'actions à des fins comptables.

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES HAUTS DIRIGEANTS

La politique et les programmes de rémunération des hauts dirigeants de la Société ont été conçus pour appuyer l'objectif principal de la Société, qui est d'assurer l'augmentation de la valeur de la participation des actionnaires à long terme. Contrairement aux filiales en exploitation de la Société, où la rémunération peut être liée directement à des objectifs précis, la Société est une société de portefeuille, et la rémunération qu'elle offre est structurée délibérément de manière à tenir compte de la nature des fonctions de la direction principale, qui est d'accroître la valeur de la participation des actionnaires à long terme, et de l'absence de mesures d'exploitation à court terme précises. Les objectifs principaux de la politique en matière de rémunération des hauts dirigeants de la Société sont les suivants :

- > recruter des hauts dirigeants talentueux qui possèdent les connaissances et la compétence nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre les stratégies d'affaires nécessaires pour permettre à la Société d'atteindre son objectif principal et les garder à son service;
- > offrir aux hauts dirigeants une rémunération globale qui soit concurrentielle par rapport à celle qui est offerte par d'autres entreprises d'envergure mondiale établies en Amérique du Nord;
- > s'assurer que la rémunération incitative à long terme est un élément important de la rémunération globale.

Le programme de rémunération des hauts dirigeants de la Société vise à récompenser ce qui suit :

- > l'excellence dans la conception et l'exécution de stratégies et de transactions qui augmenteront de façon marquée la valeur de la participation des actionnaires à long terme;
- > la vision de la direction et l'esprit d'entreprise;
- > la qualité du processus de prise de décisions;
- > la force du leadership;
- > le rendement à long terme.

GESTION DES RISQUES LIÉS À LA RÉMUNÉRATION

Dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, le comité examine les répercussions des risques qui pourraient découler de la politique et des pratiques en matière de rémunération de la Société. À cette fin, il repère les politiques ou les pratiques qui pourraient inciter les hauts dirigeants à prendre des risques inappropriés ou excessifs, définit les risques qui en découlent et qui sont susceptibles d'avoir un effet défavorable important sur la Société et examine les répercussions des risques qui pourraient découler de la politique et des pratiques en matière de la rémunération de la Société ainsi que des modifications proposées à celles-ci.

Le comité évalue périodiquement la politique et les pratiques en matière de rémunération de la Société par rapport à ces risques, y compris en tenant compte des pratiques que les ACVM ont désignées comme étant susceptibles d'inciter les hauts dirigeants à exposer la Société à des risques inappropriés ou excessifs. Le comité estime que la politique et les pratiques en matière de rémunération de la Société ne sont pas de nature à inciter à la prise de risques inappropriés ou excessifs. Le comité estime que le fait que la Société soit une société de portefeuille diversifiée et qu'elle ait un actionnaire majoritaire ayant une vision à long terme atténue les conséquences éventuelles de certaines politiques et pratiques qui pourraient inciter les hauts dirigeants à l'exposer à des risques inappropriés ou excessifs. Comme il est indiqué ci-dessus, la politique et les programmes de rémunération des hauts dirigeants ont été conçus en vue d'appuyer l'objectif premier de la Société, qui consiste à augmenter la valeur à long terme de la participation des actionnaires.

Les sommes versées aux termes des régimes incitatifs autres qu'à base d'actions, le cas échéant, ne sont pas établies en fonction de cibles de rendement quantifiables qui auraient été fixées avant le début de l'exercice, mais plutôt en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme il est décrit ci-après. Le comité estime donc qu'elles n'incitent pas à la prise de risques inappropriés à court terme. Comme il est aussi décrit ci-dessous, une tranche importante de la rémunération des hauts dirigeants leur est versée sous forme d'options d'achat d'actions qui ont habituellement une durée de 10 ans et qui leur deviennent acquises après un nombre d'années stipulé pendant leur durée. De l'avis du comité, étant donné que les titulaires ne peuvent profiter de leurs options que si la valeur de la participation des actionnaires augmente à long terme, les hauts dirigeants ne sont pas tentés de prendre des mesures qui seraient avantageuses à court terme, mais qui pourraient exposer la Société à des risques inappropriés ou excessifs à long terme.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques liés à la politique de rémunération » de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Lifeco datée du 22 février 2012 et à la rubrique « Gestion du risque lié à la rémunération » de la circulaire de sollicitation de procurations de la direction d'IGM datée du 29 février 2012.

POLITIQUE ANTI-COUCVREURE RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Les HDN de la Société sont assujettis à la politique relative aux opérations d'initiés de la Société. Bien que, de manière générale, cette politique n'empêche pas un HDN d'acheter des instruments financiers qui pourraient servir à couvrir ou à compenser une diminution de la valeur au marché des titres de participation qui lui ont été octroyés à titre de rémunération ou qu'il détient, directement ou indirectement, elle interdit le recours à certains instruments financiers à cette fin. Par exemple, il est interdit au HDN, que ce soit directement ou indirectement, de vendre une « option d'achat » ou d'acheter une « option de vente », en toute connaissance de cause, à l'égard des titres de la Société ou d'une filiale cotée en bourse (au sens donné à ce terme dans la politique) de celle-ci. La politique relative aux opérations d'initiés interdit en outre aux HDN de « vendre à découvert » des titres de ces émetteurs ou d'acheter de tels titres dans le but de les vendre pour réaliser un profit à court terme, ce qui signifierait généralement, selon les circonstances, que l'acquéreur a l'intention de détenir les titres en question pendant une période d'au moins deux ans.

Conformément aux modalités des UAD qu'ils détiennent à titre d'administrateurs de la Société et de ses filiales cotées en bourse, les HDN ne peuvent recevoir ni obtenir quelque somme que ce soit dans le but d'atténuer l'effet, en totalité ou en partie, d'une diminution de la juste valeur marchande des actions de la Société ayant trait à ces UAD ou, dans le cas des filiales, de celles d'une société reliée (comme la Société).

PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISIONS DU COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

Le conseil et le comité reconnaissent l'importance des décisions relatives à la rémunération des hauts dirigeants pour la direction et les actionnaires de la Société et se sont penchés attentivement sur le processus de prise de décisions. Le comité estime qu'il est important que la rémunération globale (la rémunération en espèces et tous les autres frais liés à l'emploi engagés par la Société) reflète les racines entrepreneuriales et la culture d'entreprise de la Société. Lorsque le comité évalue les divers éléments de la rémunération des hauts dirigeants, il ne quantifie pas au moyen de formules établies le poids relatif attribué à la rémunération en espèces par rapport aux options ou à la rémunération annuelle par rapport à la rémunération incitative à long terme. Il examine plutôt chaque élément de la rémunération dans le contexte de la composition (fixe par opposition à variable) établie conformément à la politique de la Société en matière de rémunération des hauts dirigeants.

GROUPES DE COMPARAISON

Pour l'aider à établir la rémunération concurrentielle des titulaires de postes de haute direction, le comité examine les données relatives à des groupes de comparaison composés de grandes sociétés du secteur des services financiers, de grandes sociétés de portefeuille de gestion et d'autres grandes entreprises diversifiées. En raison de la portée internationale et de l'envergure de la Société, les groupes de comparaison se composent de sociétés canadiennes et américaines, ce qui permet à la Société d'offrir à ses dirigeants une rémunération globale qui est concurrentielle sur le marché nord-américain. Les sociétés qui font partie des groupes de comparaison sont habituellement cotées en bourse, exercent leurs activités dans le secteur des services financiers et d'autres secteurs, ont une grande envergure et œuvrent à l'échelle mondiale. Dans le cadre de son examen, le comité peut tenir compte d'une partie ou de la totalité des sociétés qui composent les groupes de comparaison.

Le tableau suivant présente les sociétés qui composent le groupe de comparaison pour 2011 ainsi que les critères de sélection selon lesquels chacune de ces sociétés a été jugée pertinente :

SOCIÉTÉ	GRANDE ENVERGURE	COTÉE EN BOURSE	SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS	RÉGION GÉOGRAPHIQUE		
				CANADA	ÉTATS-UNIS	ACTIVITÉS MONDIALES
> Aetna Inc.	✓	✓	✓		✓	✓
> Allstate Corporation	✓	✓	✓		✓	
> American Express Company	✓	✓	✓		✓	✓
> Bank of America Corporation	✓	✓	✓		✓	✓
> Banque Canadienne Impériale de Commerce	✓	✓	✓	✓		✓
> Banque de Montréal	✓	✓	✓	✓		✓
> Banque HSBC Canada			✓	✓		
> Banque Nationale du Canada		✓	✓	✓		✓
> Banque Royale du Canada	✓	✓	✓	✓		✓
> Banque Scotia	✓	✓	✓	✓		✓
> BCE Inc.	✓	✓		✓		
> Bombardier Inc.	✓	✓		✓		✓
> Capital One Financial Corporation	✓	✓	✓		✓	✓
> CIGNA Corporation	✓	✓	✓		✓	✓
> Citigroup Inc.	✓	✓	✓		✓	✓
> Financière Sunlife	✓	✓	✓	✓		✓
> GE Capital Corporation	✓		✓		✓	✓
> George Weston limitée	✓	✓		✓		
> Groupe Financier Banque TD	✓	✓	✓	✓		✓
> Hartford Financial Services Group Inc.	✓	✓	✓		✓	✓
> Honeywell International Inc.	✓	✓			✓	✓
> HSBC North America Holdings Inc.	✓		✓		✓	
> ING North America Insurance Company	✓		✓		✓	
> MetLife Inc.		✓	✓		✓	✓
> New York Life Insurance Company	✓		✓		✓	✓
> Onex Corporation	✓	✓		✓		✓
> PNC Financial Services Group Inc.	✓	✓	✓		✓	
> Prudential Financial Inc.	✓	✓	✓		✓	✓
> Rogers Communications Inc.	✓	✓		✓		
> Royal & Sun Alliance du Canada, Société d'assurances			✓	✓		
> Société Financière Manuvie	✓	✓	✓	✓		✓
> State Street Corporation	✓	✓	✓		✓	✓
> SunTrust Banks Inc.	✓	✓	✓		✓	
> Textron Inc.	✓	✓			✓	✓
> Thomson Reuters Corporation		✓	✓	✓		✓
> U.S. Bancorp	✓	✓	✓		✓	✓
> Wells Fargo & Company	✓	✓	✓		✓	✓

Dans le cadre de son examen, le comité ne précise ni moyenne ni percentile quant à la rémunération totale versée aux HDN de la Société. En général, il tient compte de la rémunération versée aux hauts dirigeants des sociétés qui font partie du groupe de comparaison et établit la rémunération des HDN de la Société approximativement au milieu de la fourchette de rémunération de ce groupe, ou vers la limite supérieure de cette fourchette en cas de rendement exceptionnel.

EXAMEN ANNUEL DU COMITÉ

Le comité examine annuellement la rémunération totale de chacun des HDN, sauf ceux qui sont aussi des HDN de Power (soit MM. Paul Desmarais, jr, André Desmarais et Ryan), comme il est indiqué ci-dessus. La rémunération des HDN de Power est établie par le comité de rémunération de Power. Sauf indication contraire expresse, le texte qui suit porte sur les HDN de la Société (soit MM. Orr et McFeetors) qui ne sont pas des HDN de Power. L'examen du comité porte sur toutes les formes de rémunération et le comité tient compte d'un certain nombre de facteurs et d'indicateurs de rendement, y compris, en particulier, les résultats financiers à long terme de la Société par rapport à ceux d'autres grandes sociétés du secteur des services financiers et d'autres secteurs, qui comprennent les sociétés du groupe de comparaison dont il est question ci-dessus. L'évaluation comparative ne repose pas sur une formule mathématique qui intègre des mesures de rendement pondérées précises; le comité examine plutôt ces facteurs sur le plan qualitatif dans le contexte des résultats globaux obtenus par la Société, que ce soit sur le plan financier ou stratégique.

Le comité a bénéficié des recommandations des co-présidents du conseil quant à la rémunération de chacun des HDN ainsi que de l'évaluation qu'ils font du rendement de chacun d'entre eux pour l'exercice.

ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DES HAUTS DIRIGEANTS

Les éléments principaux du programme de rémunération des HDN, le rôle principal de chacun des éléments dans la composition de la rémunération et le lien entre les éléments sont présentés dans le tableau qui suit :

ÉLÉMENT	RÔLE PRINCIPAL	LIEN AVEC D'AUTRES ÉLÉMENTS
Salaire de base	Tenir compte des aptitudes, des compétences, de l'expérience et de l'évaluation du rendement du titulaire	Effet éventuel sur les primes incitatives autres qu'à base d'actions, les mesures incitatives à long terme, les prestations de retraite et certains avantages sociaux
Rémunération incitative – Régimes incitatifs autres qu'à base d'actions	Tenir compte d'un apport exceptionnel pendant une période donnée	Effet éventuel sur les prestations de retraite dans certaines circonstances
Rémunération incitative – Options d'achat d'actions	Créer une correspondance entre les intérêts des HDN et ceux des actionnaires	Aucun, sauf que la valeur de ces éléments est prise en considération dans la politique de rémunération globale de la Société
Programmes de retraite	Offrir un revenu concurrentiel et adéquat au moment du départ à la retraite selon le nombre d'années de service au sein de la Société	
Avantages sociaux	Offrir une protection concurrentielle et adéquate en cas de maladie, d'invalidité ou de décès	
Avantages indirects	Apporter un aspect concurrentiel à la rémunération totale et favoriser l'exécution efficace des fonctions du titulaire	

A - SALAIRE DE BASE

Le comité examine et approuve le salaire de base de chaque HDN en tenant compte des responsabilités, de l'expérience et de l'évaluation du rendement de chacun. Pendant l'examen, le comité évalue la rémunération globale de chaque HDN pour s'assurer qu'elle cadre toujours avec la politique globale de la Société en la matière.

En 2011, les augmentations de salaire ont varié entre 2,5% et 4,8%. Le comité estime que les augmentations (dans le cas des HDN applicables) correspondent aux augmentations générales accordées sur le marché aux personnes qui occupent des postes comparables, compte tenu de la rémunération versée par les sociétés du groupe de comparaison dont il est question ci-dessus.

B - RÉMUNÉRATION INCITATIVE

Le comité estime qu'il est approprié, dans le contexte d'une société de portefeuille de gestion, d'établir la rémunération incitative des hauts dirigeants d'après un examen et une évaluation globale du rendement de la Société sur le plan des résultats financiers, des accomplissements et de la situation stratégique, ainsi que l'apport de chacun, entre autres facteurs, plutôt que de s'en tenir à des formules établies.

[I] RÉGIMES INCITATIFS ANNUELS, À LONG TERME ET AUTRES QU'À BASE D' ACTIONS (LES « PRIMES INCITATIVES »)

Certains HDN sont admissibles à des primes, dont le montant n'est ni fixe ni défini en pourcentage du salaire, mais est plutôt établi par rapport à un certain nombre de facteurs, dont les suivants :

- > les résultats financiers de la Société pour l'exercice en termes absolus et par comparaison à ceux de sociétés similaires, y compris certaines sociétés qui font partie du groupe de comparaison dont il est question ci-dessus;
- > l'amorce et la mise en œuvre de transactions d'envergure;
- > les accomplissements propres à chacun;
- > la rémunération globale et la conformité de celle-ci à la politique de rémunération des hauts dirigeants de la Société;
- > le caractère concurrentiel de la rémunération globale par rapport à celle qui est versée par les sociétés qui font partie du groupe de comparaison dont il est question ci-dessus, bien qu'il n'existe aucune cible précise quant au rang que les primes incitatives devraient occuper parmi celles qui sont versées par les sociétés en question.

Les primes incitatives, s'il y a lieu, ne sont pas liées à des cibles de rendement particulières quantifiables qui auraient été établies avant l'exercice ou au début de celui-ci. Elles peuvent être liées au rendement donné sur une année ou sur plusieurs années.

Les primes incitatives qui ont été versées aux HDN applicables en 2011, dont le montant est indiqué dans le tableau synoptique de la rémunération ci-dessus, tiennent compte des critères énoncés ci-dessus.

[II] OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Le comité estime que les options d'achat d'actions d'une durée de dix ans qui comportent des conditions d'acquisition différée appropriées sont un type de rémunération à long terme qui convient bien à la Société, pour un certain nombre de raisons, dont les suivantes :

- > les options d'achat d'actions constituent un moyen efficace de recruter et de fidéliser des hauts dirigeants clés;
- > les titulaires ne profitent de leurs options que si la valeur de la participation des actionnaires s'accroît à long terme.

Le comité établit les octrois d'options en tenant compte de plusieurs facteurs, y compris le nombre d'options d'achat d'actions en circulation du haut dirigeant et les modalités de celles-ci et la mesure dans laquelle sa rémunération globale est conforme à la politique de rémunération des hauts dirigeants de la Société.

La valeur des octrois d'options est en outre établie selon le caractère concurrentiel de la rémunération du HDN par rapport au groupe de comparaison décrit ci-dessus.

Les facteurs pris en considération et le poids relatif attribué à ces facteurs peuvent varier d'une année à l'autre.

Les options d'achat d'actions qui ont été octroyées à MM. Orr et Ryan en 2011 tiennent compte des critères énoncés ci-dessus.

M. Ryan a bénéficié d'une attribution quinquennale d'options en 2008, conformément aux modalités de son contrat d'emploi. Normalement, il n'aurait pas droit à d'autres octrois d'options jusqu'à l'expiration de la période quinquennale de l'attribution, soit en 2013. Toutefois, en 2011, le comité a approuvé un octroi d'options à son intention en conformité avec les modalités de son contrat d'emploi.

La Société n'a octroyé aucune autre option d'achat d'actions aux HDN en 2011. Les attributions pluriannuelles d'options d'achat d'actions dont M. Orr avait bénéficié antérieurement sont décrites aux notes [5], [6] et [7] du tableau synoptique de la rémunération ci-dessus. Les attributions pluriannuelles d'options d'achat d'actions dont M. Ryan avait bénéficié antérieurement sont décrites aux notes [6] et [13] du tableau synoptique de la rémunération ci-dessus.

C - PROGRAMMES DE RETRAITE

MM. Paul Desmarais, jr et André Desmarais participent au régime supplémentaire de Power, dont les dispositions principales sont décrites plus amplement ci-dessus dans la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction. La Société et, dans le cas de M. Ryan, Power ont également établi des programmes de prestations de retraite pour MM. Orr et Ryan, dont les objectifs sont les suivants :

- > offrir une rémunération adéquate et concurrentielle aux hauts dirigeants qui ont passé une grande partie de leur vie professionnelle au sein de la Société;
- > inciter les HDN à demeurer au service de la Société au moyen des dispositions en matière d'acquisition différée des programmes de prestations de retraite et de leurs formules d'accumulation des prestations de retraite respectives;
- > compléter les prestations prévues par les régimes de retraite enregistrés afin d'intéresser des hauts dirigeants.

Aucune modification n'a été apportée aux modalités du régime supplémentaire de Power ou à un autre programme de prestations de retraite offert par la Société à ses HDN en 2011.

D - ASSURANCE COLLECTIVE

La Société offre une assurance médicale, une assurance dentaire, une assurance-vie, une assurance en cas de décès ou de mutilation par accident et une assurance-invalidité de courte et de longue durée aux HDN ainsi qu'à tous ses employés dans le cadre du même programme.

E - PROGRAMME D'ACHAT D'ACTIONS

Power offre à tous les employés de la Société un programme d'achat d'actions, aux termes duquel les HDN peuvent acheter des actions comportant des droits de vote limités de Power au moyen de retenues salariales. Dans le cadre de ce programme, Power ou la Société, selon le cas, verse une cotisation correspondant à 50% de la cotisation du participant, qui sert à acheter des actions comportant des droits de vote limités de Power.

F - AVANTAGES INDIRECTS DE LA DIRECTION

La Société offre actuellement aux HDN un nombre restreint d'avantages indirects, dont la nature et la valeur sont, de l'avis du comité, raisonnables et concurrentiels.

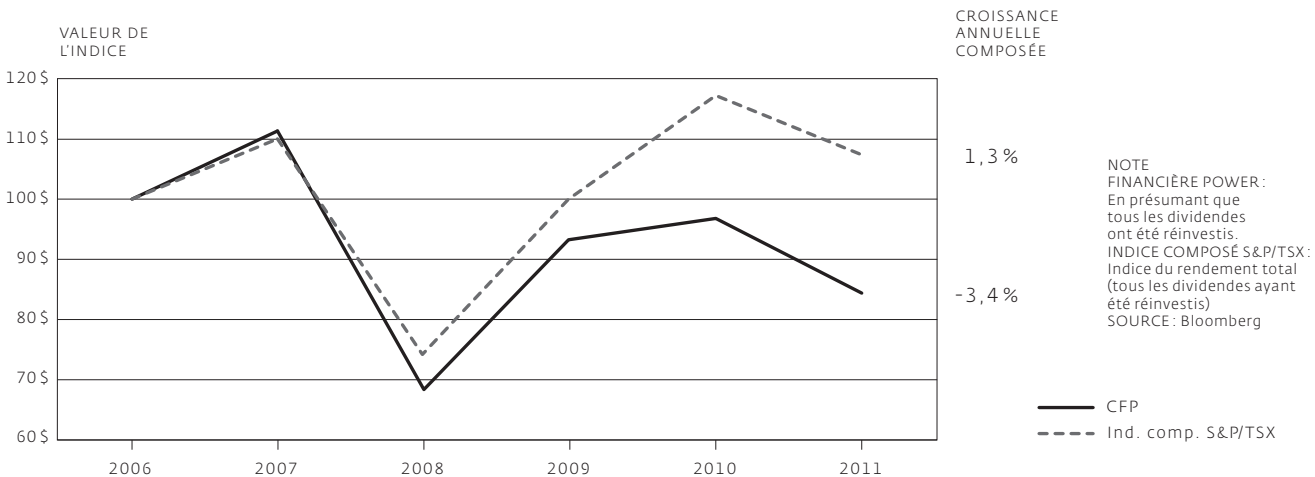
REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DU RENDEMENT

Le graphique qui suit illustre la variation annuelle du rendement total cumulatif des actions ordinaires de la Société comparativement au rendement des titres de l'indice composé S&P/TSX au cours de la période de cinq ans terminée le 31 décembre 2011.

La valeur de chaque placement à la fin de l'exercice est fondée sur la plus-value des actions majorée des dividendes versés en espèces, les dividendes étant réinvestis à la date de leur versement.

RENDEMENTS TOTAUX CUMULATIFS SUR CINQ ANS

Placement de 100 \$ effectué le 31 décembre 2006



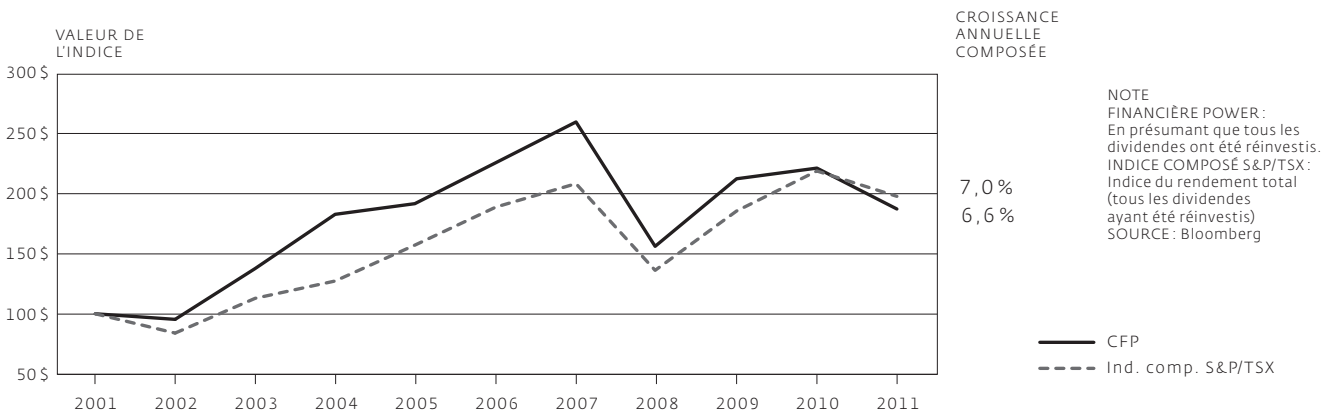
Pour chacun des HDN qui a été au service de la Société au cours des cinq dernières années, la tendance de la rémunération directe cumulative correspond à celle de la valeur cumulative réalisée par les actionnaires de la Société pendant cette période; toutefois, la Société établit la rémunération de ses hauts dirigeants selon la politique et les méthodes décrites plus haut et non selon le rendement total de ses actions par rapport à celui de quelque indice boursier que ce soit.

Le graphique qui suit illustre la variation annuelle du rendement total cumulatif des actions ordinaires de la Société comparativement au rendement des titres de l'indice composé S&P/TSX au cours de la période de 10 ans terminée le 31 décembre 2011.

La valeur de chaque placement à la fin de l'exercice est fondée sur la plus-value des actions majorée des dividendes versés en espèces, les dividendes étant réinvestis à la date de leur versement.

RENDEMENTS TOTAUX CUMULATIFS SUR DIX ANS

Placement de 100 \$ effectué le 31 décembre 2001



NOMINATION DES AUDITEURS

Il est proposé, à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement, de renouveler le mandat de Deloitte & Touche s.r.l. à titre d'auditeurs de la Société jusqu'à la clôture de la prochaine assemblée annuelle des actionnaires. Sauf s'ils n'en ont pas reçu le pouvoir, les fondés de pouvoir nommés dans la procuration ci-jointe exerceront les droits de vote rattachés aux actions qu'ils représentent pour la nomination de Deloitte & Touche s.r.l. à titre d'auditeurs de la Société. La résolution relative au renouvellement du mandat de Deloitte & Touche s.r.l. ne sera approuvée que si elle est adoptée par la majorité des voix exprimées à l'assemblée.

ÉNONCÉ DES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

La Société croit à l'importance d'une bonne gouvernance et au rôle central que jouent les administrateurs dans le processus de gouvernance. Elle estime qu'une gouvernance saine est essentielle à sa prospérité et à celle de ses actionnaires.

La Financière Power est une société internationale de portefeuille et de gestion. Elle est contrôlée par Power depuis qu'elle a été constituée, en 1984. La Financière Power n'est pas une société en exploitation et une grande partie de ses intérêts se trouvent hors du Canada, plus précisément aux États-Unis et en Europe. La politique et les pratiques en matière de gouvernance de la Société doivent être examinées à la lumière de ces caractéristiques.

En 2005, les ACVM ont adopté l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance* (l'« instruction générale »), qui suggère un certain nombre de lignes directrices applicables aux pratiques en matière de gouvernance (les « lignes directrices des ACVM »). L'instruction générale invite les émetteurs à élaborer leurs pratiques en matière de gouvernance en se reportant aux lignes directrices des ACVM.

De l'avis du conseil, aucun modèle de gouvernance n'est supérieur aux autres ou approprié dans tous les cas. Le conseil estime que le modèle de gouvernance de la Société est efficace, qu'il convient à la situation de celle-ci et que des structures et des méthodes appropriées ont été mises en place afin d'assurer son indépendance par rapport à la direction et le règlement des conflits d'intérêts, réels ou éventuels, entre la Société et Power ou son actionnaire majoritaire. De plus, tout examen des pratiques en matière de gouvernance devrait tenir compte du rendement à long terme réalisé par les actionnaires; le conseil juge en effet qu'il s'agit d'un indicateur important de l'efficacité d'un système de gouvernance.

INDÉPENDANCE DES ADMINISTRATEURS

A - NORMES APPLICABLES EN VIGUEUR

Les lignes directrices des ACVM ainsi que le *Règlement 52-110 sur le comité d'audit* et le *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance* (les « règlements ») prévoient qu'un administrateur est « indépendant » d'un émetteur s'il n'a avec celui-ci aucun lien direct ou indirect dont le conseil d'administration de l'émetteur juge qu'on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'il nuise à l'indépendance de son jugement. Le conseil d'administration de la Société est d'accord avec cette méthode d'évaluation de l'indépendance d'un administrateur.

Toutefois, les règlements prévoient qu'un administrateur est *réputé* avoir un tel lien direct ou indirect avec un émetteur (et donc ne pas être indépendant) si, entre autres choses, il est, ou a été au cours des trois dernières années, un haut dirigeant ou un employé de la société mère de l'émetteur. De l'avis du conseil, l'indépendance d'un administrateur devrait être établie en fonction du fait que celui-ci est indépendant ou non de la direction de la société et qu'il a ou non avec la société d'autres liens dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'ils nuisent à l'indépendance de son jugement. Le conseil estime qu'il s'agit là d'une question de fait qui devrait être établie par le conseil d'administration de l'émetteur dans chaque cas sans tenir compte de présomptions telles que celles qui sont actuellement faites dans les règlements.

L'une des fonctions les plus importantes d'un conseil d'administration est d'encadrer la direction dans le but de s'assurer que les actionnaires réalisent un rendement à long terme.

L'actionnaire majoritaire dont la situation financière est solide et qui a une vision à long terme peut avoir une incidence favorable importante sur le rendement à long terme d'une société, ce qui est dans l'intérêt de tous les actionnaires et de la société dans son ensemble. Par exemple, il est en mesure d'encourager et d'appuyer la direction dans la mise en œuvre des stratégies à long terme et de permettre à celle-ci de compter sur des administrateurs expérimentés qui connaissent bien les activités de la société. Dans le cas de la Société et de notre groupe de sociétés, bon nombre de ces éléments découlent du modèle de gouvernance qui a été mis au point au fil des ans et qui prévoit notamment que certains administrateurs sont également des administrateurs ou des dirigeants de la Société ou de l'actionnaire majoritaire. Le seul lien de ces administrateurs avec la Société est celui qui découle du fait qu'ils sont administrateurs et actionnaires de celle-ci et un certain nombre des dirigeants de l'actionnaire majoritaire ont pour tâche de consacrer tout leur temps aux affaires internes des filiales de l'actionnaire majoritaire, y compris la Société, et d'apprendre à bien les connaître. Si l'on appliquait la disposition selon laquelle un administrateur qui représente l'actionnaire majoritaire est considéré automatiquement comme non indépendant, cela aurait pour effet d'empêcher la Société, tous ses actionnaires et son groupe de sociétés de bénéficier de ce modèle de gouvernance et d'empêcher l'actionnaire majoritaire de participer pleinement à la fonction d'encadrement de la Société et de ses filiales.

Les questions qui sont susceptibles de se poser dans le cas d'une société contrôlée en ce qui a trait aux conflits d'intérêts ou aux délits d'initié devraient, de l'avis du conseil d'administration, être réglées par un comité composé d'administrateurs qui sont indépendants de l'actionnaire majoritaire. Le modèle de gouvernance de la Société prévoit un tel comité, soit le comité des opérations entre personnes reliées et de révision, qui est décrit ci-après à la rubrique intitulée « Règlement des conflits ».

Les ACVM ont entendu les réserves exprimées par certains émetteurs assujettis quant à l'opportunité d'appliquer le concept d'indépendance de l'administrateur ou non aux sociétés, comme la Société et ses filiales cotées en bourse, qui ont un actionnaire majoritaire. Ainsi, l'instruction générale stipulait, au moment de sa mise en œuvre, que les ACVM se proposaient « de réaliser dans la prochaine année une étude sur la gouvernance de ces sociétés qui portera une attention particulière à ces réserves » et qu'elles évalueraient « s'il y a lieu de modifier l'application de l'instruction générale... aux sociétés contrôlées ». Le 19 décembre 2008, les ACVM ont publié l'« Avis de consultation : Projet de révocation et remplacement de l'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance, Projet d'abrogation et de remplacement du Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance, Projet d'abrogation et de remplacement du Règlement 52-110 sur le comité de vérification et Projet de révocation et de remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 52-110 sur le comité de vérification » (le « projet »), dans lequel, entre autres choses, la démarche prescriptive actuelle et les règles en vigueur en ce qui a trait à l'appréciation de l'indépendance étaient remplacées par une démarche plus fondée sur des principes. Bien que le conseil d'administration se soit réjoui de la nouvelle orientation proposée par les ACVM, les ACVM ont décidé ultérieurement de ne pas donner suite à ces modifications, en leur version publiée à ce moment-là. Les ACVM ont indiqué qu'elles considéraient toujours la possibilité de modifier le régime de gouvernance. La Société espère que les ACVM poursuivront leur examen du concept d'« indépendance » applicable aux actionnaires majoritaires et apporteront les modifications nécessaires aussitôt que possible.

B - ÉVALUATION DE L'INDÉPENDANCE

Le conseil de la Société compte actuellement 20 membres. De l'avis du conseil, les onze administrateurs actuels suivants, soit J. Brian Aune, Marc A. Bibeau, Gérald Frère, Anthony R. Graham, V. Peter Harder, le très honorable Donald F. Mazankowski, Jerry E.A. Nickerson, Louise Roy, Raymond Royer, T. Timothy Ryan, jr et Emőke J.E. Szathmáry, sont indépendants de la direction et n'ont aucun autre lien qui pourrait raisonnablement nuire à l'indépendance de leur jugement dans le cadre de l'exécution de leurs obligations envers la Société. Ces onze administrateurs, qui constituent la majorité du conseil, sont également indépendants au sens des règlements.

R. Jeffrey Orr, président et chef de la direction de la Société, Amaury de Seze, Henri-Paul Rousseau et Raymond L. McFeetors, vice-présidents du conseil de la Société, qui exercent certaines fonctions de direction au sein de celle-ci, et Paul Desmarais, jr et André Desmarais, co-présidents du conseil de la Société, qui sont appelés à l'occasion à remplir des fonctions de direction au sein de celle-ci, ne sont pas indépendants.

Robert Gratton, l'un des présidents délégués du conseil de Power, qui a touché une rémunération à titre de conseiller spécial de celle-ci pendant la période de trois ans terminée en décembre 2010, n'est pas indépendant.

L'honorable Paul Desmarais, qui touche un salaire à titre de président du conseil d'une filiale en propriété exclusive de Power (comme l'indique la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power), et Michel Plessis-Bélair, l'un des vice-présidents du conseil de Power, qui touche une rémunération à titre de conseiller principal d'une filiale en propriété exclusive de Power (comme l'indique la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de Power) sont réputés ne pas être indépendants au sens des règlements.

Comme il est décrit plus amplement à la rubrique « Mise en candidature et évaluation des administrateurs » ci-après, les sept administrateurs suivants ne se porteront pas candidats à la réélection à l'assemblée, soit J. Brian Aune, le très honorable Donald F. Mazankowski, Raymond L. McFeetors, Jerry E.A. Nickerson, Michel Plessis-Bélair, Henri-Paul Rousseau et Amaury de Seze. Comme il est indiqué ci-dessus, 13 administrateurs actuels se portent candidats à l'élection au conseil à l'assemblée. Sur ce nombre, la majorité, soit les huit administrateurs suivants, Marc A. Bibeau, Gérald Frère, Anthony R. Graham, V. Peter Harder, Louise Roy, Raymond Royer, T. Timothy Ryan, jr et Emőke J.E. Szathmáry, sont indépendants de la direction et n'ont aucun autre lien qui pourrait raisonnablement nuire à l'indépendance de leur jugement dans le cadre de l'exécution de leurs obligations envers la Société. Ces huit administrateurs sont également indépendants au sens des règlements.

C - RÉUNIONS DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS

Il incombe aux co-présidents du conseil de s'assurer que les administrateurs qui sont indépendants de la direction ont l'occasion de se réunir en l'absence de la direction. Les co-présidents du conseil encouragent tous les administrateurs indépendants à avoir des discussions ouvertes et franches avec eux et le chef de la direction.

Le conseil a adopté une politique relative aux réunions des administrateurs indépendants tenues dans le cadre des réunions du conseil et des comités. Les membres du conseil qui sont indépendants de la direction se réunissent au moins deux fois par année en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit, le comité des opérations entre personnes reliées et de révision et le comité de rémunération se composent entièrement d'administrateurs qui sont indépendants tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements. La politique prévoit que chacun de ces comités doit se réunir en l'absence des membres de la direction, comme suit : le comité d'audit — quatre fois par année et le comité des opérations entre personnes reliées et de révision, le comité de rémunération — à toutes leurs réunions régulières.

D - CO-PRÉSIDENTS DU CONSEIL

Les co-présidents du conseil peuvent à l'occasion remplir des fonctions de direction au sein de la Société et, par conséquent, ne sont pas indépendants au sens des règlements. Le conseil a mis en œuvre les structures et les méthodes nécessaires pour s'assurer de fonctionner indépendamment de la direction. La majorité des membres du conseil sont indépendants, tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements. Le comité d'audit, le comité des opérations entre personnes reliées et de révision et le comité de rémunération sont composés entièrement d'administrateurs qui sont indépendants, tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements. Le comité exécutif et le comité de gouvernance et des mises en candidature comprennent des administrateurs qui sont indépendants, tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements.

RÈGLEMENT DES CONFLITS

Il incombe au conseil de veiller à la gestion des activités commerciales et des affaires internes de la Société pour le compte de tous les actionnaires. À cet effet, le conseil établit les méthodes qui servent à repérer et à régler les conflits qui pourraient opposer les intérêts de la Société et ceux de Power ou de son actionnaire majoritaire.

La Société a établi un comité des opérations entre personnes reliées et de révision, qui est composé entièrement d'administrateurs qui sont indépendants de la direction, qui ne sont ni des dirigeants ni des employés ni des administrateurs de Power et qui ne sont pas reliés à l'actionnaire majoritaire de Power. Le mandat du comité des opérations entre personnes reliées et de révision consiste à examiner toutes les opérations que la Société projette de conclure avec des parties reliées et à approuver seulement celles qu'il juge appropriées.

La Great-West tout comme la London Life et la Canada-Vie sont des institutions financières réglementées qui sont tenues par la loi d'avoir un comité de révision qui établit les méthodes devant servir à examiner les opérations projetées avec les parties reliées afin de s'assurer que ces opérations comportent des modalités au moins aussi favorables pour ces sociétés que les modalités en vigueur sur le marché. Ces comités de révision se composent d'administrateurs qui sont indépendants de la direction de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie et qui ne sont ni des dirigeants ni des employés de la Financière Power, de Power ou de l'un ou l'autre des membres de leurs groupes. De la même façon, Lifeco et IGM ont établi leur propre comité de révision composé entièrement d'administrateurs qui sont indépendants de la direction et qui ne sont ni des dirigeants ni des employés ni des administrateurs de la Financière Power ou de Power.

Voir également la rubrique « Conduite professionnelle et éthique commerciale » pour obtenir de plus amples renseignements sur les méthodes adoptées par le conseil à l'égard des opérations mettant en cause des administrateurs ou des dirigeants de la Société.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le mandat du conseil, dont celui-ci s'acquitte lui-même ou qu'il délègue à l'un de ses cinq comités, consiste à superviser la gestion des activités commerciales et des affaires internes de la Société et comprend la responsabilité de l'approbation des objectifs stratégiques, de l'examen des activités, des politiques en matière d'exploitation et de présentation et de communication de l'information financière, de la supervision des contrôles sur la présentation de l'information financière et des autres contrôles internes, de la gouvernance, de l'orientation et de la formation des administrateurs, de la rémunération et de l'encadrement des membres de la direction principale ainsi que de la mise en candidature, de la rémunération et de l'évaluation des administrateurs. Le comité exécutif a et peut exercer tous les pouvoirs qui sont dévolus au conseil et que celui-ci peut exercer, sauf le pouvoir de faire certaines choses qui sont indiquées dans sa charte. Le mandat principal du comité d'audit est d'examiner les états financiers de la Société et les documents d'information qui comportent des renseignements financiers et de rendre compte de cet examen au conseil, de s'assurer que des méthodes adéquates sont en place aux fins de l'examen des documents d'information de la Société qui comportent des renseignements financiers, de superviser le travail des auditeurs externes et de s'assurer de l'indépendance de ces derniers et d'examiner l'évaluation des contrôles internes de la Société sur la présentation de l'information financière. Le mandat principal du comité de rémunération est d'approuver la politique et les lignes directrices en matière de rémunération des employés de la Société, d'approuver les conditions de rémunération des hauts dirigeants de la Société, sauf ceux qui sont également des hauts dirigeants de Power, de recommander au conseil les conditions de rémunération des administrateurs et du président et chef de la direction, de surveiller l'administration des régimes de rémunération incitatifs et des régimes de rémunération à base d'actions, d'examiner les répercussions des risques liés à la politique et aux pratiques en matière de rémunération de la Société et d'examiner les plans de relève de la direction principale. Le mandat principal du comité des opérations entre personnes reliées et de révision consiste à recommander au conseil les méthodes d'examen et d'approbation des opérations avec des parties reliées de la Société et à examiner et, s'il le juge opportun, à approuver de telles opérations. Le mandat principal du comité de gouvernance et des mises en candidature est de superviser la démarche en matière de gouvernance de la Société, de recommander au conseil des pratiques de gouvernance qui cadrent avec les normes rigoureuses en la matière que la Société est déterminée à respecter, d'évaluer l'efficacité du conseil d'administration, de ses comités et de chacun des administrateurs et de recommander au conseil des candidats à l'élection au conseil et à la nomination aux comités du conseil.

COMPOSITION DES COMITÉS

Le comité d'audit, le comité des opérations entre personnes liées et de révision et le comité de rémunération se composent entièrement d'administrateurs qui sont indépendants, tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements.

Le comité exécutif et le comité de gouvernance et des mises en candidature comprennent des administrateurs qui sont indépendants tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements.

MANDATS DU CONSEIL ET DES COMITÉS

Le conseil a adopté une charte pour lui-même et pour chacun de ses cinq comités. La charte du conseil est présentée à l'annexe A ci-jointe. Les mandats des cinq comités sont décrits sommairement dans la présente rubrique.

LIENS ET PRÉSENCE DES ADMINISTRATEURS

On peut obtenir des renseignements supplémentaires sur les candidats à l'élection au conseil, y compris la liste complète des sociétés ouvertes et de certaines sociétés fermées au conseil desquelles ils siègent, ainsi que le relevé de toutes les réunions du conseil et des comités auxquelles ils ont assisté au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2011, à la rubrique « Élection des administrateurs » de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction.

La Société estime que ses intérêts à titre de société de portefeuille sont bien servis par l'expérience et la connaissance des affaires internes des sociétés du groupe que les administrateurs qui siègent également au conseil de membres de son groupe lui apportent. Leur présence enrichit les discussions et améliore la qualité de la gouvernance du conseil de la Société et des conseils des autres membres du groupe auxquels ils siègent.

DESCRIPTION DES POSTES DES CO-PRÉSIDENTS DU CONSEIL, DES PRÉSIDENTS DES COMITÉS ET DU CHEF DE LA DIRECTION

Le conseil a approuvé les descriptions de poste écrites des co-présidents du conseil et du président de chacun des comités du conseil. De manière générale, les co-présidents du conseil et les présidents des comités du conseil sont chargés de s'assurer que le conseil ou le comité, selon le cas, est en mesure de remplir ses fonctions et ses responsabilités de manière efficace, de planifier et d'organiser les activités du conseil et du comité, de voir à ce que les fonctions qui sont déléguées aux comités sont remplies et font l'objet d'un compte rendu, au besoin, de faciliter une interaction efficace avec la direction et de retenir les services de conseillers externes, s'il y a lieu.

Le conseil a approuvé la description de poste écrite du président et chef de la direction.

ORIENTATION ET FORMATION CONTINUE

L'orientation et la formation des administrateurs se font sous l'égide des co-présidents du conseil. Les nouveaux administrateurs bénéficient d'une orientation portant sur la nature et le fonctionnement des activités commerciales et des affaires internes de la Société et des filiales en exploitation principales de celle-ci ainsi que sur le rôle du conseil et de ses comités, et sur l'apport qui est attendu de chaque administrateur. Les administrateurs en poste sont tenus au courant de l'évolution de ces questions, notamment au moyen d'exposés périodiques portant sur les filiales en exploitation principales de la Société et les unités en exploitation de celles-ci. Comme il est indiqué ci-dessus, certains des administrateurs de la Société siègent également au conseil des sociétés ouvertes et fermées dans lesquelles la Société a une participation.

Afin d'aider les nouveaux administrateurs à se familiariser avec la nature et le fonctionnement de l'entreprise de la Société, on leur donne également l'occasion de rencontrer les membres de l'équipe de haute direction de la Société et ceux des filiales en exploitation principales de celle-ci afin de discuter de l'entreprise et des activités commerciales de la Société.

CONDUITE PROFESSIONNELLE ET ÉTHIQUE COMMERCIALE

Le conseil a adopté un code de conduite et de déontologie écrit (le « code de conduite ») qui régit la conduite des administrateurs, des dirigeants et des employés de la Société. On peut le consulter sur SEDAR (www.sedar.com) ou en obtenir un exemplaire en communiquant avec l'avocat-conseil et secrétaire de la Société.

L'avocat-conseil et secrétaire de la Société s'assure, pour le compte du conseil, que chacun se conforme au code de conduite. Les administrateurs, les dirigeants et les employés qui pensent qu'une violation du code de conduite ou d'une loi, d'une règle ou d'un règlement a été commise ou sera probablement commise ont l'obligation de signaler le fait sans délai à leur superviseur ou, dans le cas des administrateurs et des membres de la direction principale, à l'avocat-conseil et secrétaire. La violation ou la violation éventuelle peut également être signalée à l'un ou l'autre des co-présidents du conseil, au chef de la direction ou à l'un ou l'autre des membres du comité d'audit, selon le cas, conformément aux méthodes de la Société.

Les administrateurs et les dirigeants de la Société doivent confirmer chaque année qu'ils comprennent le code de conduite (qui comprend la politique de la Société en matière de conflit d'intérêts) et qu'ils conviennent de s'y conformer. Aucune déclaration de changement important n'a dû être déposée relativement à la conduite d'un administrateur ou d'un haut dirigeant qui aurait constitué une dérogation au code de conduite.

Afin de veiller à ce que les administrateurs exercent un jugement indépendant lorsqu'ils examinent les opérations et les conventions à l'égard desquelles un administrateur ou un haut dirigeant a un intérêt important, l'administrateur ou le haut dirigeant en question doit divulguer son intérêt et, si un autre administrateur le lui demande, s'absenter de la réunion pendant que la question est débattue. Cet administrateur ne doit pas voter sur une telle question.

La Société compte aussi un comité des opérations entre personnes reliées et de révision, dont le rôle est décrit plus haut dans la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction.

En outre, la Société a adopté un énoncé de responsabilité sociale d'entreprise, que l'on peut consulter sur son site Web, au www.powerfinancial.com.

MISE EN CANDIDATURE ET ÉVALUATION DES ADMINISTRATEURS

Le conseil a mis sur pied un comité de gouvernance et des mises en candidature, qui assume un certain nombre de responsabilités relatives à la gouvernance et au choix de candidats à l'élection au conseil. Le comité est chargé d'identifier et de recommander au conseil des candidats qui possèdent les qualités, les aptitudes et l'expérience en affaires et en finances, qui ont occupé des postes de direction et qui font preuve du degré d'engagement requis pour s'acquitter des responsabilités rattachées à la fonction d'administrateur. Il assume de plus la responsabilité de superviser la démarche de la Société en matière de gouvernance, ce qui l'amène régulièrement à se pencher sur un certain nombre de questions relatives au fonctionnement efficace du conseil d'administration. Dans le cadre de ce processus, le comité a évalué tout récemment la composition actuelle du conseil et le nombre d'administrateurs et a conclu qu'il serait approprié d'inviter un certain nombre d'entre eux qui sont en poste depuis longtemps à ne pas se porter candidats à la réélection à l'assemblée. Il s'agit des administrateurs suivants : M. J. Brian Aune, le très honorable Donald F. Mazankowski et M. Jerry E.A. Nickerson. En outre, afin de faire en sorte qu'une proportion appréciable d'administrateurs soient indépendants, tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements, MM. Raymond L. McFeetors, Michel Plessis-Bélaïr, Henri-Paul Rousseau et Amaury de Seze ne seront pas candidats à la réélection au conseil. Pendant les mandats qu'ils ont remplis, ces sept administrateurs ont fait bénéficier le conseil de leur apport précieux aux activités commerciales et aux affaires internes de la Société. La recommandation du comité a fait l'objet de discussions avec chacun des administrateurs visés, qui ont tous convenu qu'il serait approprié pour eux de ne pas se présenter à nouveau à l'élection.

En conséquence de l'adoption de cette recommandation, 13 candidats se présenteront à l'élection au conseil cette année, dont huit, qui constitueront la majorité, seront indépendants, tant de l'avis du conseil qu'au sens des règlements, comme il est indiqué à la rubrique « Évaluation de l'indépendance » ci-dessus. Chacun de ces candidats possède les compétences et l'expérience nécessaires pour s'acquitter des responsabilités rattachées à la fonction d'administrateur. Le comité reconnaît que chaque administrateur fournit un apport différent au conseil et fait bénéficier celui-ci des forces qui sont les siennes dans son champ de compétence. Après avoir examiné les qualités des administrateurs en poste, le comité a recommandé les 13 administrateurs dont il est question à la rubrique « Candidats à l'élection au conseil » ci-dessus comme candidats à l'élection au conseil de la Société à l'assemblée.

Le comité et le conseil sont soucieux de l'importance d'avoir un équilibre de compétences, d'aptitudes et d'expérience ainsi qu'une diversité géographique au sein du conseil. Ils estiment que ces facteurs et l'élément de continuité sont essentiels au fonctionnement efficace du conseil.

La Société a adopté une procuration qui donne aux actionnaires la possibilité de voter pour chaque candidat à l'élection au conseil d'administration de la Société ou de ne pas se prononcer.

Le comité est également chargé d'évaluer l'efficacité et l'apport du conseil, des comités et de chacun des administrateurs. Le conseil évalue son efficacité au moins une fois par année au cours d'une réunion tenue en l'absence des membres de la direction.

Le conseil estime qu'il est normal et approprié, surtout dans le cas d'une société de portefeuille qui a un actionnaire majoritaire, comme la Société, que des administrateurs qui sont reliés à l'actionnaire majoritaire (dans le cas présent, l'honorable Paul Desmarais, Paul Desmarais, jr et André Desmarais) siègent au comité de gouvernance et des mises en candidature, en compagnie d'administrateurs qui sont indépendants de l'actionnaire majoritaire et ne sont donc pas reliés à celui-ci.

COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

De plus amples renseignements sur le comité de rémunération sont présentés à la rubrique « Analyse de la rémunération – Comité de rémunération » ci-dessus.

INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE

La Société remettra à toute personne physique ou morale qui en fera la demande à son secrétaire, au 751, square Victoria, Montréal (Québec) Canada H2Y 2J3, [i] la notice annuelle de la Société et tout document, ou les pages pertinentes de tout document, intégré par renvoi à celle-ci, [ii] les états financiers de la Société pour son dernier exercice terminé pour lequel de tels états financiers ont été publiés, de même que le rapport des auditeurs y afférent, le rapport de gestion correspondant et tous les états financiers intermédiaires de la Société publiés après les états financiers annuels de même que le rapport de gestion correspondant et [iii] la circulaire de sollicitation de procurations de la direction de la Société ayant trait à l'assemblée annuelle des actionnaires la plus récente. La Société peut exiger le paiement de frais raisonnables lorsque la demande provient d'une personne qui n'est pas un porteur de ses titres, à moins que ceux-ci ne fassent à ce moment-là l'objet d'un appel public à l'épargne aux termes d'un prospectus simplifié, auquel cas ces documents seront fournis sans frais. Des renseignements financiers sont donnés dans les états financiers et le rapport de gestion de la Société pour son dernier exercice terminé.

Des renseignements sur le comité d'audit sont donnés à la rubrique de la notice annuelle intitulée « Comité d'audit ».

On peut trouver d'autres renseignements sur la Société sur SEDAR, au www.sedar.com.

APPROBATION DES ADMINISTRATEURS

Le conseil d'administration a approuvé la teneur de la présente circulaire de sollicitation de procurations de la direction et en a autorisé l'envoi.

Le premier vice-président, avocat-conseil et secrétaire

Signé

Edward Johnson

Montréal (Québec)
Le 14 mars 2012

ANNEXE A

CHARTRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER

RUBRIQUE 1. COMPOSITION DU CONSEIL

Le conseil d'administration (le « conseil ») doit se composer d'un nombre de membres se situant entre les nombres minimal et maximal prévus par les statuts de la Corporation Financière Power (la « Société »), dont la majorité sont des résidents canadiens au moment de leur élection ou de leur nomination.

RUBRIQUE 2. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

Le conseil fonctionne comme suit dans le cadre de l'exécution de ses fonctions et de ses responsabilités :

1. **Réunions** > Le conseil se réunit au moins quatre fois par année, et plus souvent au besoin, afin de s'acquitter des fonctions et des responsabilités qui lui incombent aux termes des présentes. Le conseil peut se réunir à quelque endroit que ce soit au Canada ou à l'étranger.
2. **Conseillers** > Le conseil peut, aux frais de la Société, retenir les services de conseillers externes s'il juge que cela est nécessaire ou utile pour s'acquitter de ses fonctions et de ses responsabilités.
3. **Quorum** > Le quorum des réunions du conseil est fixé par le conseil; sinon, la majorité des administrateurs constituent le quorum.
4. **Secrétaire** > Le président du conseil (ou, en l'absence de celui-ci, le président du conseil suppléant) nomme une personne qui remplit les fonctions de secrétaire aux réunions du conseil.
5. **Convocation des réunions** > Une réunion du conseil peut être convoquée par le président du conseil, par le président délégué du conseil, par le président ou par la majorité des administrateurs au moyen d'un avis d'au moins 48 heures aux membres du conseil, sauf disposition contraire des règlements administratifs, stipulant l'endroit, la date et l'heure de la réunion. Les réunions peuvent être tenues à quelque moment que ce soit, sans avis, si tous les membres du conseil renoncent à recevoir l'avis. Si une réunion du conseil est convoquée par une personne autre que le président du conseil, cette personne devra en aviser ce dernier.
6. **Réunion du conseil après l'assemblée annuelle** > Aussitôt que possible après chaque assemblée annuelle des actionnaires, le conseil doit tenir, sans en donner avis, une réunion des administrateurs nouvellement élus qui sont alors présents, à la condition que ceux-ci constituent le quorum, dans le cadre de laquelle les administrateurs peuvent nommer les membres de la direction, le président du conseil et les membres et le président de chaque comité du conseil et peuvent traiter des autres questions qui leur sont soumises.

RUBRIQUE 3. FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS

Le conseil supervise la gestion des activités commerciales et des affaires internes de la Société et exerce, comme il convient, les pouvoirs qui lui sont dévolus et qu'il peut exercer, conformément aux lois et aux règlements applicables. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, le conseil a les fonctions et responsabilités suivantes, dont il peut s'acquitter lui-même ou qu'il peut déléguer à un ou plusieurs de ses comités. Dans le cadre de l'exécution de ses fonctions et de ses responsabilités, le conseil se fie aux renseignements, aux conseils et aux recommandations que lui donne la direction, mais exerce un jugement indépendant :

1. **Planification stratégique** > Le conseil approuve les objectifs stratégiques de la Société et examine et approuve les initiatives stratégiques de la direction. En outre, le conseil examine et approuve le plan financier annuel de la Société.
2. **Examen des activités** > Les fonctions et les responsabilités du conseil sont les suivantes :
 - [a] superviser la façon dont la direction met en œuvre le plan financier approuvé et surveiller les résultats financiers et d'exploitation et les autres faits nouveaux importants;
 - [b] superviser la façon dont la direction met en œuvre les systèmes, les politiques, les méthodes et les contrôles appropriés en vue de gérer les risques inhérents aux activités de la Société;
 - [c] approuver les acquisitions et les aliénations, les financements et les autres opérations sur les marchés financiers qui revêtent une certaine importance, les décisions relatives à la gestion des immobilisations et les autres décisions et opérations importantes sur le plan des affaires et des placements;
 - [d] examiner et superviser les questions relatives à l'exploitation, y compris celles qui sont d'ordre réglementaire, dont la direction ou le conseil juge qu'elles sont susceptibles d'avoir une incidence importante éventuelle sur l'entreprise, les affaires internes ou la réputation de la Société.
3. **Politiques en matière de présentation de l'information et de communication** > Les fonctions et les responsabilités du conseil sont les suivantes :
 - [a] approuver les politiques permettant que les renseignements importants soient divulgués au public de façon complète et exacte et dans les délais requis tout en préservant la confidentialité dans la mesure nécessaire et permise et, lorsque cela est requis, examiner certains documents d'information;
 - [b] approuver les politiques appropriées en matière de communication de l'information aux parties intéressées de la Société et aux organismes de réglementation.

4. **Contrôle financier** > Le conseil surveille l'intégrité des systèmes de présentation de l'information financière et l'efficacité des contrôles internes et des systèmes d'information de gestion de la Société de la façon suivante :
- [a] en supervisant la façon dont la direction établit et met en œuvre les systèmes de contrôle financier appropriés;
 - [b] en examinant les rapports fournis par la direction sur les lacunes des contrôles internes ou les changements importants dans ceux-ci;
 - [c] en examinant et en approuvant les états financiers annuels et intermédiaires, les rapports de gestion annuels, les notices annuelles et les autres documents d'information de la Société comportant des renseignements financiers qui exigent son approbation;
 - [d] en s'assurant de la conformité aux exigences applicables en matière d'audit, de comptabilité et de présentation de l'information.
5. **Gouvernance** > Le conseil supervise l'élaboration de la démarche de la Société en matière de gouvernance, y compris l'élaboration des politiques, des principes et des lignes directrices en la matière, et approuve ces politiques, principes et lignes directrices s'il le juge approprié.
6. **Membres de la direction principale** > Les fonctions et les responsabilités du conseil sont les suivantes :
- [a] approuver la description de poste et la nomination du président et chef de la direction (le « chef de la direction ») et examiner et approuver les critères servant à établir sa rémunération, évaluer son rendement par rapport à ces critères et établir sa rémunération en fonction de cette évaluation;
 - [b] approuver la nomination des membres de la direction principale, approuver leur rémunération et superviser l'évaluation de leur rendement;
 - [c] approuver les régimes de rémunération incitatifs, les régimes de rémunération à base d'actions et les autres régimes de rémunération des membres de la direction principale et approuver les politiques et les lignes directrices en matière de rémunération s'appliquant aux employés de la Société;
 - [d] superviser le plan de relève de la direction principale de la Société.
7. **Orientation et formation des administrateurs** > Tous les nouveaux administrateurs bénéficient d'une orientation portant sur la nature et le fonctionnement des activités commerciales et des affaires internes de la Société ainsi que sur le rôle du conseil, des comités du conseil et de chaque administrateur et l'apport attendu de ceux-ci, et les administrateurs en poste sont tenus au courant de l'évolution de ces questions.
8. **Code de conduite** > Le conseil aide la direction dans ses efforts pour entretenir une culture d'intégrité à l'échelle de la Société. Il adopte un code de conduite et de déontologie (le « code de conduite ») ayant pour objectif de favoriser l'intégrité et de prévenir les écarts de conduite. Le code de conduite s'applique aux administrateurs, aux membres de la direction et aux employés de la Société et traite notamment des conflits d'intérêts (y compris les méthodes permettant de repérer et de résoudre les conflits réels et éventuels), de la protection et de l'utilisation appropriée des biens de l'entreprise et des occasions qui se présentent, de la confidentialité et de l'utilisation des renseignements confidentiels, des plaintes relatives à la comptabilité, du traitement équitable de toutes les parties, de la conformité aux lois, aux règles et aux règlements applicables et de la nécessité de signaler les comportements illégaux ou contraires à l'éthique. Le conseil exige que la direction établisse des méthodes permettant de s'assurer que chacun se conforme au code de conduite.
9. **Président du conseil** > Le conseil approuve la description de poste du président du conseil.
10. **Comités du conseil** > Les fonctions et les responsabilités du conseil sont les suivantes :
- [a] mettre sur pied un comité d'audit, un comité exécutif, un comité des opérations entre personnes reliées et de révision, un comité de gouvernance et des mises en candidature et un comité de rémunération et les autres comités qu'il juge appropriés pour l'aider à s'acquitter des fonctions qui lui sont dévolues aux termes de la présente charte et il peut établir les chartes des comités et déléguer à ces comités les fonctions et les responsabilités que la loi lui permet et qu'il juge nécessaire ou utile de déléguer;
 - [b] approuver les descriptions de poste du président de chaque comité du conseil.
11. **Mise en candidature, rémunération et évaluation des administrateurs** > Les fonctions et les responsabilités du conseil sont les suivantes :
- [a] proposer et recommander aux actionnaires des candidats à l'élection au conseil;
 - [b] approuver les conditions de rémunération des administrateurs, du président du conseil et des présidents et des membres des comités du conseil;
 - [c] évaluer de façon régulière la structure, la composition, l'efficacité, la taille et l'apport du conseil, des comités de celui-ci et l'apport de chacun des administrateurs.

RUBRIQUE 4. ACCÈS À L'INFORMATION

Le conseil doit avoir accès à tous les renseignements, à tous les documents et à tous les registres de la Société qu'il juge nécessaires ou souhaitables aux fins de l'exécution de ses fonctions et responsabilités.

RUBRIQUE 5. EXAMEN DE LA CHARTE

Le conseil examine périodiquement la présente charte et approuve les modifications qu'il juge appropriées et il lui incombe d'approuver les modifications des chartes des comités recommandées par le comité pertinent.

Corporation Financière Power
751, square Victoria
Montréal (Québec) Canada H2Y 2J3
www.powerfinancial.com